



Citoyenneté et  
Immigration Canada

Citizenship and  
Immigration Canada

# Objectifs économiques et sociaux de l'immigration : Données probantes sur lesquelles s'appuient les niveaux d'immigration et la composition selon le niveau de scolarité

Garnett Picot

Juin 2013



Canada

---

Remerciements : L'auteur aimerait remercier John Myles, Keith Banting, Arthur Sweetman, Cristiana Pescarus, Ümit Kiziltan, Martha Justus et Stan Kustec pour les commentaires qu'ils ont formulés relativement à une version antérieure du présent document.

Les avis et opinions exprimés dans le présent document sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de Citoyenneté et Immigration Canada ou du gouvernement du Canada.

Ci4-118/2013F-PDF  
978-0-660-21585-3

N° de référence : R33-2013

---

---

## Table des matières

<b>1.</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>3</b>
<b>2.</b>	<b>Objectifs économiques .....</b>	<b>7</b>
2.1.	PIB par habitant .....	7
2.2.	L'effet de l'immigration sur les salaires des travailleurs du pays .....	8
2.3.	Pallier les pénuries de compétences et de main-d'oeuvre au moyen de l'immigration .....	10
2.3.1.	<i>Pénuries actuelles de compétences en raison du déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail.....</i>	<i>11</i>
2.3.2.	<i>Pénuries de main-d'oeuvre globale à long terme .....</i>	<i>14</i>
2.4.	Résultats économiques des immigrants .....	18
2.5.	L'équilibre budgétaire .....	20
<b>3.</b>	<b>Impact démographique .....</b>	<b>26</b>
<b>4.</b>	<b>Sélection des immigrants et cohésion sociale .....</b>	<b>27</b>
<b>5.</b>	<b>Sommaire et conclusion.....</b>	<b>32</b>
	<b>Références .....</b>	<b>36</b>



---

## 1. Introduction

Toute discussion portant sur le nombre et le type d'immigrants entrant au Canada se concentre de manière caractéristique sur un certain nombre d'objectifs économiques, démographiques, humanitaires et sociaux. Ces objectifs donnent souvent lieu à des conclusions contradictoires en ce qui concerne l'orientation des politiques en matière d'immigration. Pour compliquer les choses, les préoccupations touchant les objectifs à court terme ne sont parfois pas conformes aux objectifs à plus long terme. Et enfin, les conclusions concernant les politiques en matière d'immigration dépendent des personnes dont les points de vue sont reflétés dans les objectifs, ceux des immigrants eux-mêmes, des travailleurs canadiens, des employeurs canadiens ou de la société canadienne dans son ensemble.

Le présent document s'interroge sur ce que nous disent les données probantes récentes ou, de façon toute aussi importante, ce qu'elles ne disent pas à propos de la relation entre les objectifs particuliers d'une part, et la politique concernant les niveaux d'immigration et le niveau de scolarité des immigrants (ou la composition), d'autre part. Le présent document porte essentiellement sur la politique de sélection des immigrants. Dans quelle mesure les données probantes disponibles plaident-elles en faveur d'une orientation particulière de la politique concernant les niveaux et la composition selon le niveau de scolarité des immigrants. *Une attention particulière est accordée à la fiabilité des données probantes.* Il est important de savoir si les données probantes sont relativement définitives ou demeurent controversées, un faible consensus se dégageant. La « composition » des immigrants peut éventuellement renvoyer à la répartition des immigrants admis selon un certain nombre de caractéristiques, y compris la catégorie d'immigrants, le niveau de scolarité, l'origine ethnique (région source) et la profession. Le présent document se concentre sur la « composition » selon le niveau de scolarité pour deux raisons. D'abord, le niveau de scolarité est l'une des meilleures variables explicatives isolées pour de nombreux résultats sociaux et économiques. Pour cette raison, le niveau de scolarité s'est vu depuis longtemps accorder une importance particulière dans le processus de sélection des immigrants au Canada. En deuxième lieu, les chercheurs se sont concentrés sur le niveau de scolarité dans une foule d'études sur l'immigration. D'autres caractéristiques, comme les compétences linguistiques ou la catégorie d'immigration sont évidemment importantes, mais à l'exception des résultats économiques des immigrants, il n'existe que peu de données probantes sur le rôle joué par ces variables dans les objectifs d'immigration, comme l'augmentation du produit national brut (PIB) par habitant, le maintien d'un solde budgétaire positif, ou la cohésion sociale. Il existe tout simplement un plus grand nombre de recherches sur le rôle joué par le niveau de scolarité des immigrants.

Parmi les objectifs économiques dont il est question dans le présent document, il y a l'augmentation du PIB par habitant, l'effet de l'immigration sur les salaires des Canadiens, le recours à l'immigration pour répondre à des pénuries de compétences immédiates et à des pénuries de main-d'oeuvre globales à plus long terme, l'amélioration des résultats économiques des immigrants eux-mêmes et enfin, l'effet de l'immigration sur l'équilibre budgétaire. Dans une section, il est question de la relation entre l'immigration et la cohésion sociale, alors qu'une plus petite section porte sur le rôle de l'immigration dans l'atteinte des objectifs démographiques. Enfin, la conclusion tente de résumer les enseignements qui pourraient être tirés – s'il y a lieu – de ce corpus de recherches aux fins de l'élaboration de la politique en matière d'immigration. La recherche est examinée sous l'angle de la politique d'immigration concernant la composition selon les niveaux de scolarité et les niveaux d'immigration. Comme l'ont fait remarquer Sweetman et Warman (2008), l'immigration est souvent associée à des objectifs humanitaires et

---

d'édification de la nation de même qu'à des objectifs économiques et sociaux<sup>1</sup>. Ils sont exclus de la présente analyse.

L'examen donne lieu à quelques observations d'ordre général. D'abord, la recherche sur bon nombre des objectifs économiques pose d'importantes difficultés d'ordre méthodologique. Cet aspect doit être pris en compte au moment d'évaluer les données probantes d'un point de vue de la politique. Cette observation s'applique à l'effet de l'immigration sur le PIB par habitant et les salaires des personnes nées au Canada, la détermination des pénuries de main-d'oeuvre pour lesquelles on peut s'attendre à ce que l'immigration remédie et l'effet de l'immigration sur l'équilibre budgétaire. Les recherches canadiennes sur les résultats économiques des immigrants sont plus concluantes. Et l'accent devrait être mis sur les résultats canadiens. Bien qu'il soit question de recherches internationales dans le présent document, elles ne s'appliquent pas nécessairement au Canada. Les caractéristiques des immigrants diffèrent grandement d'un pays à l'autre (p. ex. de façon caractéristique, leur niveau de scolarité est beaucoup plus élevé au Canada) comme le sont les structures économiques et les programmes sociaux. Par conséquent, les constatations faites à l'issue des recherches peuvent différer.

En second lieu, les données probantes actuelles suggèrent à première vue que l'effet global de la modification des niveaux d'immigration sur de nombreux objectifs économiques est faible. Il s'ensuit que, selon les données probantes, les effets économiques globaux ne seraient pas un facteur majeur à prendre en compte dans la politique en matière d'immigration. Dans la mesure où un consensus tend à se dégager des recherches, il suggère que l'immigration a un effet (faible ou inexistant) sur le PIB par habitant, les salaires des personnes nées au pays et sur l'équilibre budgétaire<sup>2</sup>. Comme l'indique ce document, il y a des vues dissidentes à ce sujet. Les recherches laissent également entendre que la composition de l'immigration et les niveaux d'immigration n'ont pas une incidence importante sur les résultats économiques des immigrants eux-mêmes, et la politique joue un rôle important concernant ces résultats.

En troisième lieu, la plus grande difficulté est peut-être d'élaborer une politique d'immigration en se fondant sur les données probantes liées aux pénuries de main-d'oeuvre. Pour ce qui est des pénuries dans des professions données, il n'existe pas, de manière caractéristique, d'information fiable sur le sujet. Si une pénurie précise de compétences peut-être cernée avec exactitude, il est difficile de déterminer s'il s'agit plus que d'une simple pénurie à court terme. Les pénuries sont souvent associées à des sommets du cycle conjoncturel ou à des périodes de prospérité économique et elles sont de courte durée, nécessitant davantage des solutions à court terme qu'à long terme comme des changements à l'immigration. Les effets d'autres rajustements possibles aux salaires, à la formation et aux migrations sont souvent négligés dans l'analyse. Et peu de données probantes existent concernant le rôle actuel de l'immigration pour atténuer des pénuries de main-d'oeuvre dans une profession donnée. Pour ce qui est des pénuries de main-d'oeuvre globales à long terme (la pénurie de main-d'oeuvre qui pointerait à l'horizon en raison du vieillissement de la population), la recherche dans ce domaine se heurte à de très importantes

---

<sup>1</sup> Les objectifs humanitaires associés aux programmes de réfugiés et éventuellement aux programmes de regroupement familial sont exclus de cette analyse, tout comme d'autres considérations plus précises comme l'effet de l'immigration sur la demande de logements et les prix, et l'impact sur les services publics. Pour un point de vue plus large sur les effets de l'immigration au Royaume-Uni, voir The House of Lords Select Committee on Economic Affairs (2008).

<sup>2</sup> Les résultats plus nombreux aux États-Unis sur l'effet de l'équilibre budgétaire peuvent ne pas s'appliquer au Canada en raison des plus faibles résultats économiques des immigrants au Canada et des différences entre les deux pays en ce qui concerne les programmes sociaux. Relativement peu de recherches ont été faites sur le sujet au Canada.

---

difficultés méthodologiques, en particulier lorsqu'il s'agit d'estimer la demande de main-d'oeuvre future. Aucun consensus ne se dégage concernant l'ampleur des pénuries de main-d'oeuvre globales dans l'avenir. Quelques études ont cerné des pénuries importantes au cours de la prochaine décennie, mais d'autres ont conclu qu'il n'y aura pas de déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail à des niveaux très globaux. Tous croient qu'il y aura des pénuries de main-d'oeuvre dans des professions et des régions données, comme c'est souvent le cas. De telles pénuries peuvent être de courte ou de longue durée.

En quatrième lieu, pour ce qui est de la composition des immigrants selon les niveaux de scolarité, les données probantes indiquent que l'accent continue d'être mis sur les immigrants très scolarisés et qualifiés pour un certain nombre de raisons. Les projections sur les professions concluent qu'au cours de la prochaine décennie, la plupart des nouveaux emplois nécessiteront des études postsecondaires (y compris une formation postsecondaire dans les métiers spécialisés) et qu'il y aura des surplus de main-d'oeuvre dans bon nombre des professions peu spécialisées. Plus les immigrants très scolarisés sont installés au Canada depuis longtemps, plus leurs résultats économiques sont supérieurs à ceux des immigrants moins qualifiés. Les résultats économiques à court terme peuvent induire en erreur. D'où le fait que les immigrants très scolarisés aient davantage tendance à engendrer un solde budgétaire positif net à plus long terme, étant donné qu'ils paient plus d'impôts et ont moins recours aux prestations gouvernementales que leurs homologues moins qualifiés. Les immigrants très scolarisés ont davantage tendance à avoir des enfants très scolarisés, ce qui donne lieu à une population et à une main-d'oeuvre plus scolarisées. Bien qu'il n'existe que peu de données probantes sur le sujet, le haut niveau de scolarisation et de compétence des immigrants et de leurs enfants peut être en partie à l'origine de l'intégration sociale relativement positive des immigrants (par rapport à d'autres pays) et du haut niveau d'acceptation des immigrants au Canada. Toutefois, l'effet éventuellement négatif d'une offre concentrée d'immigrants très scolarisés sur les salaires des personnes très scolarisées nées au Canada mérite d'être suivi de près.

En cinquième lieu, les données probantes ont, pendant un certain temps, suggéré que les objectifs démographiques liés à un ratio croissant de dépendance ne peuvent être résolus que dans une faible mesure par la modification des niveaux d'immigration. Les objectifs d'immigration concernant la taille globale de la population canadienne dépassent le cadre de cette étude.

En sixième lieu, il n'y a jusqu'ici que peu de données probantes indiquant que les niveaux d'immigration traditionnellement élevés du Canada ont contribué de manière importante à une importante réaction négative à l'endroit des immigrants ou à une diminution de la cohésion sociale de la nation. Des tas de raisons expliquent un tel résultat, ce qui est assez particulier à l'échelle internationale. Ceci dit, accroître la diversité ethnique ou avoir une concentration de plus en plus grande de groupes ethniques particuliers – lesquels sont dictés par de hauts niveaux d'immigration – sont des caractéristiques associées à une chute des niveaux de confiance et à une diminution du « sentiment d'appartenance global ». Les données probantes fondées sur l'expérience européenne laissent croire que s'il y a eu un important mouvement hostile à l'immigration, il pourrait bien être apparu en réaction à des problèmes perçus concernant la culture, la religion et la cohésion sociale plutôt qu'en raison des effets économiques négatifs perçus de l'immigration sur les travailleurs. Bien que les recherches réalisées jusqu'à ce jour suggèrent qu'un changement des niveaux d'immigration n'ait eu qu'un très mince effet sur la cohésion sociale, la surveillance continue des effets sociaux éventuels de la composition et des niveaux d'immigration est justifiée. Le Canada est un sens dans une situation tout à fait inédite,

---

étant donné les taux élevés d'immigration qui y ont cours depuis une longue période. Pour qu'une analyse soit vraiment utile, elle doit reposer sur des données plus récentes. Le fait de mener une variante de l'ancienne *Enquête sur la diversité ethnique* favoriserait une telle surveillance et la réalisation de recherches connexes.



---

## 2. Objectifs économiques

### 2.1. PIB par habitant

La plupart des économistes font valoir que le principal objectif économique de l'immigration est d'accroître le mieux-être économique, habituellement exprimé sous forme de PIB par habitant, des personnes qui résident déjà au Canada. Très peu de recherches canadiennes ont jusqu'ici traité directement de cette question. Des recherches antérieures (p. ex. Swan, 1991) et la plupart des recherches économiques actuelles donnent à penser que l'immigration a un très faible effet sur un tel mieux-être (voir Green et Green, 1999). Un document plus récent publié par Duncan, Fang et Gunderson, (2012) a laissé entendre qu'une augmentation du nombre d'immigrants de 100 000 n'aurait qu'un léger effet négatif sur le PIB par habitant du Canada. Un document récent de RHDCC portant sur les immigrants très scolarisés est arrivé à une conclusion semblable (Fougère *et coll.*, 2011). Des recherches menées récemment aux États-Unis ont permis de constater que l'immigration avait eu un effet positif sur la productivité (Peri, 2012). Une autre étude récente des États-Unis a indiqué que l'augmentation de l'immigration dans les années 1990 aux États-Unis avait favorisé un essor considérable de l'innovation (par l'entremise du processus de brevetage) en grande partie parce que les immigrants ont davantage tendance à exercer des professions relevant des sciences et du génie que les personnes nées au pays (Hunt et Gauthier-Loiselle, 2009). Cette augmentation du nombre de brevets aurait en retour fait augmenter le PIB par habitant aux États-Unis pendant les années 1990. Il est toutefois extrêmement difficile d'estimer l'effet de l'immigration sur le PIB par habitant, et certains facteurs ont peut-être été négligés dans les recherches actuelles, particulièrement en ce qui a trait aux résultats à plus long terme. À titre d'exemple, la contribution de la seconde génération qui réussit très bien à la croissance économique n'est pas prise en compte dans la recherche. Cette contribution peut prendre la forme de niveaux de scolarité plus élevés de la main-d'oeuvre et de niveaux plus élevés de revenu que ce n'aurait été le cas sans l'immigration. Les enfants d'immigrants tendent à obtenir de meilleurs résultats à cet égard que ceux de parents nés au Canada.

Étant donné la difficulté de déterminer empiriquement l'effet direct des niveaux d'immigration sur le PIB par habitant, et le fait qu'il n'existe que très peu de données probantes canadiennes, pertinentes et récentes, il faut faire preuve de circonspection concernant les enseignements à tirer de ces recherches. En ce qui a trait à la composition selon les niveaux de scolarité, depuis de nombreuses années la plupart des chercheurs ont conclu qu'une main-d'oeuvre très scolarisée est généralement bénéfique pour la croissance économique. En l'absence d'autres considérations, cela suggérerait qu'il y a un penchant vers les immigrants plus scolarisés, dont les enfants tendent à être plus scolarisés.

En général, il s'agit d'un domaine de recherche auquel il pourrait être fructueux d'accorder plus d'attention. La plupart de nos connaissances se fondent sur des recherches provenant d'autres pays (notamment les États-Unis) où les caractéristiques des immigrants et la structure industrielle de l'économie sont très différentes de celles que l'on trouve au Canada. Il serait utile d'élargir la recherche afin d'adopter une perspective à plus long terme qui prendrait en compte la contribution de la deuxième génération.

---

## 2.2. L'effet de l'immigration sur les salaires des travailleurs du pays

Dans la plupart des pays occidentaux, il importe de s'assurer que l'immigration n'a qu'un léger effet négatif sur les salaires des travailleurs au pays. La plupart des recherches internationales ne relèvent que de faibles effets de l'immigration sur les salaires des travailleurs du pays (Kerr et Kerr, 2011; Longi *et coll.* 2006, 2009; Okkerse 2008 pour des méta-recensions des écrits). Un certain nombre de problèmes d'ordre méthodologique se posent toutefois dans ce domaine de recherche et il faut en tenir compte dans l'interprétation des résultats. Il existe deux types fondamentaux d'études. Le premier se concentre sur de petites régions, et compare les salaires et l'emploi des personnes nées au pays (p. ex. les Canadiens) dans diverses régions, où les proportions de la population qui sont des immigrants varient. De cette manière, les effets des niveaux d'immigration sur les salaires sont déterminés. Toutefois, cette approche se heurte à deux importants problèmes méthodologiques. D'abord, les immigrants peuvent avoir tendance à choisir de s'établir dans des régions où la croissance des salaires est plus élevée, ce qui engendre une distorsion à la hausse des salaires des personnes nées au pays dans les collectivités accueillant beaucoup d'immigrants. En second lieu, les personnes nées au pays peuvent émigrer des régions ayant une importante population d'immigrants, ce qui biaise les niveaux de salaire de ceux qui y demeurent<sup>3</sup>. En réponse à ces problèmes, le deuxième type d'études se concentre sur le pays dans son ensemble plutôt qu'il ne cherche à établir des comparaisons entre les régions. Ces études tendent à établir des comparaisons parmi des groupes qui sont définis en fonction de caractéristiques comme la scolarité et l'âge. Les immigrants très scolarisés sont vus comme entrant en concurrence avec les personnes très scolarisées nées au pays et la part de la population qui est formée d'immigrants dans ses cellules études/âge est la principale variable explicative, laquelle se répercute éventuellement sur les salaires des personnes nées au pays. Par contre, bon nombre de facteurs peuvent être associés à des salaires élevés ou à la hausse, et il arrive souvent que les données soient insuffisantes pour déterminer l'effet causal des niveaux d'immigration sur les salaires. Aussi, cette approche restreint, par exemple, les immigrants très scolarisés à la compétition avec les personnes très scolarisées nées au pays, ce qui se répercute sur les salaires. Mais en fait, les immigrants très scolarisés ont vraisemblablement tendance à entrer aussi en compétition avec les travailleurs du pays moins scolarisés, en particulier pendant les cinq premières années au pays, ce qui se répercute sur leurs salaires. De tels effets seront négligés, d'où le fait que ces deux grandes approches soient entachées d'importants problèmes méthodologiques. Diverses techniques statistiques sont utilisées pour surmonter ces problèmes, avec des degrés de succès divers.

Néanmoins, bon nombre d'études ont été menées à l'échelle internationale (bien que peu au Canada) et la plupart des recherches ne concluent qu'à de faibles effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi des personnes nées au pays. Une méta-analyse de la recherche menée par Longhi, Nijkamp et Poot (2008), et dont Duncan *et coll.* (2012) ont rendu compte, faisait intervenir 45 études internationales qui donnent des estimations pour 1 572 effets sur les salaires

---

<sup>3</sup> Il peut y avoir un biais de sélection. Les immigrants peuvent choisir de s'établir dans des régions où les résultats économiques sont supérieurs à la moyenne d'où le fait que même si la proportion de la population qui sont des immigrants soit élevée, les personnes nées au pays obtiennent néanmoins de bons résultats dans ces régions. Un autre problème dont souffrent ces études est lié à la migration de personnes nées au pays. Elles peuvent choisir de quitter la région en réponse à la migration. D'où le fait qu'aucun effet sur les salaires ou l'emploi ne peut être constaté parce que la migration de sortie réduit l'offre de main-d'oeuvre dans des régions où l'immigration est élevée, réduisant les pressions à la baisse sur les salaires. Les travailleurs nés au pays ayant des pertes de salaire peuvent déménager dans d'autres régions et ce phénomène peut être passé sous silence dans l'étude.

---

(854), sur l'emploi (500), le chômage (185) et la participation au marché du travail (33). Sur les 1 572 effets plus ou moins importants, la plupart (58 %) étaient négligeables sur le plan statistique, signifiant l'absence d'effet de l'immigration sur la variable des résultats (salaires, chômage, emploi ou participation au marché du travail). Dans 25 % des cas, un effet négatif significatif sur le plan statistique a été relevé, et dans 17 % des cas un effet positif statistiquement significatif a été observé. Dans une recherche menée aux États-Unis, Borjas (2003) a constaté d'importants effets négatifs sur les salaires découlant de l'immigration. Il fait valoir que les études sur les marchés de travail régionaux – qui relèvent peu d'effets importants de l'immigration sur les salaires des travailleurs américains – ont en particulier d'importants problèmes méthodologiques comme il a été mentionné ci-dessus.

Les actes d'un récent symposium sur le sujet ont été publiés dans le *Journal of the European Economic Association* (2012). Ces documents tendaient à constater un léger effet positif, un petit effet négatif ou pas d'effets d'immigration sur les salaires des personnes nées aux États-Unis et au Royaume-Uni. Certains se sont concentrés sur l'importance d'évaluer le degré de substituabilité entre la main-d'oeuvre née au pays et la main-d'oeuvre immigrante. Si elles sont de parfaits substitués, alors les immigrants entreront directement en rivalité avec les personnes nées au pays et auront davantage tendance à avoir un effet négatif sur les salaires des personnes nées au pays. Si elles sont d'imparfaits substitués, alors le degré de rivalité est beaucoup moindre, et il est plus probable que la compétition se livre entre les immigrants eux-mêmes qu'entre les immigrants et les personnes nées au pays. Il en résulterait des niveaux d'immigration ayant davantage un effet sur les salaires des immigrants que sur ceux des personnes nées au pays. Deux documents, Ottaviano et Peri (2012) et Manacorda *et coll.* (2012) concluent que les immigrants et les personnes nées au pays sont d'imparfaits substitués aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ils ont constaté un faible effet de la hausse des niveaux d'immigration sur les salaires des personnes nées au pays, mais un important effet négatif sur les salaires des immigrants, en particulier ceux des immigrants récents. Cette constatation est conforme à un travail mené récemment au Canada par Hou et Picot (2013) qui conclut qu'une hausse des niveaux de cohorte d'immigration a un effet négatif sur les salaires des immigrants dans cette cohorte donnée.

En ce qui concerne l'effet de l'immigration sur les salaires des personnes nées au pays, peut-être qu'Orcutt Duleep (2013) a raison de conclure que pour les États-Unis [traduction] « en dépit de vastes recherches empiriques, il n'y a encore aucune réponse décisive quant à savoir si les immigrants peu scolarisés ont un effet positif, négatif ou n'ont aucun effet important sur l'emploi et les salaires des personnes peu scolarisés nées au pays ».

Au Canada, le débat entourant l'immigration ne s'est que peu intéressé à l'effet de l'immigration sur les résultats sur le marché du travail des travailleurs du pays. Le Canada est unique à cet égard parmi les pays occidentaux accueillant des immigrants. Au Canada, l'accent a été mis sur la détérioration des résultats des immigrants, qui a également été observée dans la plupart des pays occidentaux. Par conséquent, peu de recherches ont été réalisées sur l'effet de l'immigration sur les résultats sur le marché du travail des personnes nées au Canada. C'est regrettable car les études internationale peuvent, ou non, s'appliquer au Canada. Au Canada, les caractéristiques des immigrants sont différentes (ils sont notamment plus scolarisés) et la structure industrielle de l'économie diffère de celle de nombreux autres pays. Cela peut nuire à l'applicabilité des résultats internationaux au Canada. Deux documents récemment publiés sont pertinents. Aydemir et Borjas, 2007, ont constaté qu'une immigration de 1 % induisait une augmentation dans l'offre de main-d'oeuvre, ce qui correspond à peu près à ce qui a été observé au cours de toute année donnée en raison de l'immigration, et réduirait les salaires moyens d'environ 0,35 %, un effet

---

relativement faible. La deuxième étude a relevé de très petits effets négatifs dans le cadre d'une recherche menée à l'échelle nationale, et peu ou pas d'effets lorsque l'étude était réalisée à l'échelle régionale (Tu, 2010).

Il ne fait pas de doute que l'immigration peut se répercuter sur les salaires de travailleurs nés au Canada, que cet effet soit positif ou négatif, et son importance est en grande partie une question d'ordre empirique, et dépend en partie du fait que les immigrants et les personnes nées au pays soient des substituts parfaits ou imparfaits sur le marché du travail. La question est de savoir qui entre en concurrence avec qui pour les emplois. Borjas *et coll.* (2012) font valoir que les immigrants et les personnes nées au pays sont de parfaits substituts alors que Card (2012), Manacorda *et coll.* (2012) et Ottaviano et Peri (2012) prétendent le contraire. Card (2012) fait également valoir que bien qu'une première réponse puisse être de croire que l'augmentation de l'offre de main-d'oeuvre (par l'immigration) réduit les salaires, cela n'est pas nécessairement le cas. Les augmentations démographiques ne se traduisent pas nécessairement par une diminution des salaires. L'augmentation de la population accroît également la demande de main-d'oeuvre, de même que l'offre. L'effet, précise Card, dépend du fait que le capital fixe s'ajuste à l'augmentation de l'offre de main-d'oeuvre. Si tel n'est pas le cas, alors le ratio capital-travail chutera, et avec celui-ci la productivité et les niveaux des salaires. Mais si la disponibilité de capital s'ajuste, et que le ratio capital-travail demeure constant, alors les salaires des personnes nées au pays ne diminueront pas.

De plus, la hausse des niveaux d'immigration peut avoir des effets positifs sur certains travailleurs nés au pays, et des effets négatifs sur d'autres, selon le type d'immigrants qui arrivent au pays, et selon que les immigrants et les travailleurs du pays se complètent ou peuvent se substituer les uns aux autres. Il peut toutefois y avoir d'autres effets connexes. Un important afflux de travailleurs immigrants, en particulier les moins qualifiés, peut avoir certains effets, non seulement sur les salaires mais aussi sur le changement technologique et le ratio capital-travail. Des recherches menées aux États-Unis ont montré que pendant une période de 30 ans où d'importants investissements ont été faits dans les machines du secteur de la fabrication, les usines situées dans les villes ayant enregistré une augmentation rapide de main-d'oeuvre composée d'immigrants peu qualifiés avaient adopté beaucoup moins de machines par unité produite que les usines des villes ne comptant que peu d'immigrants (Lewis, 2007). Une telle situation se répercute éventuellement sur les niveaux de productivité et donc, finalement, sur les salaires des travailleurs. Manifestement, un plus grand nombre de recherches sur ces questions doivent être menées au Canada.

### **2.3. Pallier les pénuries de compétences et de main-d'oeuvre au moyen de l'immigration**

De manière générale, il y a des pénuries de main-d'oeuvre lorsque la demande de travailleurs dans une profession donnée dépasse l'offre de travailleurs qualifiés ou disponibles pour faire ce travail au salaire actuel. Par nature, ces pénuries sont souvent de courte durée, puisque les salaires et les procédés de production s'adaptent de manière à atténuer la pénurie. Parmi d'autres rajustements possibles, mentionnons le recyclage des travailleurs afin de passer à de nouvelles professions, la mobilité régionale, le report de la retraite et, évidemment, l'immigration. Les pénuries à plus long terme découlent parfois de la présence d'obstacles sur le marché qui empêchent que des rajustements s'effectuent, ou de forces démographiques qui contraignent l'offre de main-d'oeuvre. Évidemment, cette définition exige un terme de référence supplémentaire – géographique, économique ou temporel – pour circonscrire correctement ce

---

que l'on considère comme une pénurie. D'où le fait qu'il soit nécessaire d'établir une distinction entre i) les pénuries découlant du déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail, donnant lieu à des besoins précis qui ne peuvent être comblés pour une compétence, une industrie, une profession ou une aire géographique donnée et ii) une pénurie de main-d'oeuvre globale qui se produit lorsque l'économie se rapproche du plein emploi et qu'il est difficile de trouver des travailleurs pour pourvoir les postes vacants (Ferrer, Picot et Riddell, 2012). Les pénuries de main-d'oeuvre « actuelles » dont il est question dans la presse et les groupes d'entreprises sont généralement du premier type. La discussion sur la « pénurie de main-d'oeuvre qui pointe à l'horizon » liée au vieillissement de la population et aux départs à la retraite est plus souvent du second type. Il est difficile de déterminer les pénuries dans une profession donnée ou les pénuries de main-d'oeuvre générales de l'un et l'autre type.

### **2.3.1. Pénuries actuelles de compétences en raison du déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail**

Nous commencerons par évoquer les pénuries actuelles attribuables à un déséquilibre de l'offre et de la demande sur le marché du travail (type i). Un certain nombre de méthodes sont utilisées pour déterminer de telles pénuries : 1) détermination directe par les employeurs au moyen de sondages menés auprès des entreprises ou d'interactions avec le système d'immigration (p. ex. chercher des immigrants au moyen du Programme des candidats des provinces); 2) par des analystes « informateurs clés » dans une région; 3) par la reconnaissance de symptômes d'une pénurie de compétences comme l'augmentation ou la diminution rapide des salaires et le taux de chômage extrêmement faible dans une région ou une profession donnée; ou 4) au moyen de modèles de prévisions professionnelles à court terme. En raison surtout de l'absence des renseignements nécessaires, aucune de ces approches n'est très fiable. De plus, bon nombre de pénuries de main-d'oeuvre sont, par nature, de courte durée. Elles sont souvent déterminées lors de sommets du cycle conjoncturel ou pendant une période de prospérité économique pour une industrie donnée et elles disparaissent avec le changement du cycle conjoncturel. D'autres rajustements, comme ceux décrits ci-dessus, peuvent également contribuer au caractère de courte durée de telles pénuries.

L'Association des comptables généraux accrédités (CGA) a étudié les récentes pénuries de travail dans le secteur des *métiers spécialisés* (2012). Elle est arrivée à la conclusion que :

1. Les pénuries de main-d'oeuvre sont difficiles à observer et à mesurer directement. Les sondages menés auprès des employeurs sont subjectifs et ils surestiment les pénuries, et les données statistiques nécessaires pour déterminer les pénuries actuelles au niveau de la région et de la profession ne sont tout simplement pas disponibles auprès de Statistique Canada ou ailleurs.
2. Les évaluations pancanadiennes de pénuries de main-d'oeuvre ne sont pas instructives, puisqu'elles peuvent dissimuler des déséquilibres régionaux.
3. Lorsque des pénuries de main-d'oeuvre ont été relevées avec un degré de certitude raisonnable, elles tendaient à être plutôt sporadiques et n'ont pas persisté plus d'une année à la fois au cours des dix dernières années.
4. Établir des estimations provinciales des futures pénuries de main-d'oeuvre pour une profession donnée est une entreprise compliquée et décourageante.

- 
5. La structure d'âge dans les métiers spécialisés et les obstacles à la mobilité de la main-d'oeuvre ne vont pas vraisemblablement influencer de façon importante sur les pénuries de main-d'oeuvre dans les métiers.
  6. Une certaine forme d'obstacle lié aux études peut exister dans les métiers.

L'*Évaluation du Programme des candidats des provinces* (2012) de CIC a conclu que bien que pallier les pénuries de main-d'oeuvre actuellement perçues était l'objectif du programme le plus souvent indiqué par les provinces, une seule province disposait d'une méthode systématique pour déterminer de telles pénuries.

Une autre étude menée récemment par un économiste de la banque CIBC (Tal, 2012) a tenté d'utiliser les « symptômes » d'une actuelle pénurie de main-d'oeuvre dans une profession donnée pour déterminer de telles pénuries. Il a déterminé que 25 professions représentant le cinquième de tous les emplois étaient dans une situation de pénurie de main-d'oeuvre. Les salaires avaient augmenté en moyenne de 3,9 % au cours de l'année précédente, plus que le double du taux de croissance moyen à l'échelle de l'économie. Un autre ensemble de 20 professions n'avaient enregistré aucune croissance salariale l'année précédente, d'où le fait qu'elles étaient considérées comme étant dans une situation de surplus de main-d'oeuvre. Bien que la demande de main-d'oeuvre, par rapport à l'offre, dans les professions « en pénurie » était presque certainement plus forte que dans les professions où il avait surplus, est-ce que cela constituait véritablement une pénurie de main-d'oeuvre actuelle exigeant une réponse au moyen de l'immigration ou par d'autres moyens? L'auteur pensait que oui, indiquant que ce [traduction] « déséquilibre de l'offre et la demande sur le marché du travail est suffisamment important non seulement pour réduire l'efficacité de la politique monétaire, mais également pour limiter le potentiel de croissance du marché du travail et de l'économie dans son ensemble ».

Cependant, cet exemple met en lumière la difficulté de circonscrire les pénuries. Il n'existait aucune ventilation régionale, vraisemblablement parce que les données statistiques nécessaires n'étaient pas disponibles de manière fiable au niveau sous-national. L'indicateur de salaire n'a été suivi que pendant une année. Les tendances salariales peuvent avoir été totalement différentes dans les années antérieures ou ultérieures. Si cette approche a véritablement circonscrit de telles pénuries, elles peuvent avoir été de courte durée. Et est-ce qu'une augmentation annuelle des salaires de 3,6 % est un indice d'une grave pénurie? Une réponse sérieuse de l'immigration tendrait à réprimer les salaires, à mesure que la pénurie se dissipe. Une telle approche suggère que, même après près de trois décennies de faibles gains salariaux, une croissance importante serait immédiatement interprétée comme une grave pénurie de main-d'oeuvre et la croissance salariale serait réprimée. Dans de telles circonstances, il serait difficile de parvenir à une croissance réelle du revenu. Enfin, les professions de la santé étaient l'une des principales catégories où il y avait grande pénurie. Mais les salaires des travailleurs de la santé ne sont pas établis dans un marché du travail ouvert. Ils ont davantage à voir avec la situation budgétaire des gouvernements. D'où le fait que les indicateurs de salaire ou de chômage ne fonctionnent pas bien dans ce cas. Ceci dit, suivre les indicateurs de salaire et d'emploi au niveau de la profession peut être un exercice utile pour surveiller les changements relatifs entre l'offre et la demande à un niveau très global, mais malheureusement les données statistiques nécessaires pour déterminer des pénuries locales n'existent pas de manière générale.

Peut-être que la récente pénurie de compétences professionnelles la plus souvent citée est celle qui a sévi dans les professions des TI à la fin des années 1990, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ces « pénuries » existaient bel et bien, mais pas pour aussi longtemps que les gens l'avaient

---

prévu. Elles ont été relevées au sommet d'une période de prospérité dans l'industrie puis elles ont disparu en un laps de temps relativement court, avec les conséquences malheureuses que l'on connaît pour les travailleurs des TI, en particulier les immigrants. En 1996, le Bureau of Labor Statistics des États-Unis avait projeté qu'au cours de la prochaine décennie l'emploi doublerait, passant de 1 million à 2 millions d'emploi. Mais au plus fort de la montée des entreprises point-com et de l'essor des technologies de pointe à la fin des années 1990, l'offre de main-d'oeuvre a augmenté beaucoup plus rapidement. En 1998, les emplois dans le secteur de la haute technologie ont augmenté de 350 000 par année, au lieu des 100 000 projetés par le Bureau. Cette offre a découlé du type de rajustement observé pendant les pénuries; des personnes d'autres disciplines passant aux professions informatiques en réponse à un marché du travail prospère. Étant donné la croissance rapide de l'emploi, en 2000, le Bureau a haussé ses projections concernant la demande de travailleurs, prédisant une situation de pénurie à long terme. L'effondrement des entreprises point-com en 2001 et la délocalisation des emplois en informatique en Inde et dans d'autres pays à faible salaire ont réduit considérablement la demande pour ces emplois. En l'an 2000, les programmeurs avaient le plus faible taux de chômage au pays (1,7 % comparativement à un taux de 3,9 % pour l'ensemble des travailleurs). L'année suivante, le chômage parmi les programmeurs avait triplé, dépassant le taux national (Freeman, 2006).

De façon analogue, Citoyenneté et Immigration Canada a réagi à l'essor des nouvelles technologies de l'information (TI) de la fin des années 1990 en mettant davantage l'accent sur la sélection de professionnels et d'ingénieurs des TI. Parmi les demandeurs principaux qualifiés, le nombre dont la profession « envisagée » indiquée était génie ou profession des TI a augmenté de seulement quelques milliers tout au long des années 1980, passant d'environ 9 000 en 1995 à 25 000 par année en l'an 2000. Cette année-là, il y avait plus de diplômés en génie entrant au Canada au moyen de l'immigration (17 000) qu'il n'y avait de diplômés sortant du réseau universitaire canadien (11 400). Il en va de même pour les diplômés en informatique. Au Canada, cette situation a eu des conséquences aussi imprévues que malheureuses. L'éclatement non prévu de la bulle de l'informatique et des télécommunications de 2001 a touché de manière disproportionnée ce groupe d'immigrants. La diminution des gains au niveau d'entrée des immigrants pendant cette période était concentrée parmi les demandeurs principaux qualifiés en TI et les travailleurs en génie<sup>4</sup>. Il aurait été presque impossible de prévoir l'augmentation de la demande à la fin des années 1990, tout comme l'effondrement de la période de 2001 à 2005. Les méthodes de prévision n'ont pas bien fonctionné.

L'immigration est un outil mieux adapté pour résoudre des problèmes à long terme que répondre à des besoins à court terme. La plupart des immigrants sont au Canada pour la durée de leur vie<sup>5</sup>. D'où le fait que si l'immigration doit pallier des pénuries de compétences « actuelles », il est important de distinguer les pénuries qui seront probablement de courte durée des pénuries de longue durée. Comme l'étude des CGA l'a fait observer plus haut, la plupart des pénuries tendent à être de courte durée. Les employeurs possèdent manifestement de l'information sur les besoins immédiats en ressources humaines qui n'est pas disponible aux analystes et planificateurs oeuvrant à l'échelle centrale. Il semble raisonnable d'utiliser de tels renseignements dans le processus de sélection. Toutefois, ils ont la même difficulté à déterminer

---

<sup>4</sup> Parmi les hommes, ces immigrants ont vu leurs gains de niveaux d'entrée diminuer de 37 % entre les cohortes entrées en 2000 et 2004. D'autres groupes ont enregistré une certaine diminution mais moindre – une diminution des gains d'environ 11 % (Picot et Hou, 2009).

<sup>5</sup> Une discussion sur les programmes de travailleurs temporaires – souvent présentés comme la solution aux pénuries de main-d'oeuvre à court terme – dépasse le cadre de la présente étude.

---

les pénuries à plus long terme que les autres analystes. S'assurer qu'un immigrant a un emploi à l'entrée ne garantit pas nécessairement qu'il possède les types de compétences nécessaires pour conserver son emploi à plus long terme et répondre aux besoins à plus long terme du marché du travail. Des changements économiques cycliques et structurels et d'autres rajustements apportés par les entreprises et les travailleurs peuvent faire baisser la demande dans des professions où la demande était élevée au moment de l'immigration. Donc, si les immigrants doivent être sélectionnés pour pallier des pénuries de compétences « actuelles », il est impératif qu'ils possèdent le capital humain voulu pour s'adapter à des changements économiques à plus long terme.

### **2.3.2. Pénuries de main-d'oeuvre globale à long terme**

Comme le système d'immigration est plus apte à répondre à des objectifs à long terme, il est peut-être mieux placé pour remédier au deuxième type de pénuries, les pénuries de main-d'oeuvre globale observées lorsqu'il y a essentiellement plein emploi et que les facteurs démographiques peuvent jouer un rôle important. On détermine de telles pénuries en recourant presque exclusivement à des modèles de prévision ou de simulation. Ces modèles produisent en général des projections à long terme de l'offre de main-d'oeuvre, d'où le fait qu'ils englobent tous les changements démographiques importants qui peuvent se produire entre-temps, et la demande de main-d'oeuvre. C'est le volet demande qui pose le plus de difficultés. Nous nous pencherons d'abord sur les difficultés intervenant dans la production de telles projections et décrirons ce que certains des modèles les plus fiables nous apprennent concernant les futures pénuries de main-d'oeuvre globales.

Dans un document évaluant les prévisions de la demande pour certaines professions produit par le Bureau of Labour Statistics (BLS) des États-Unis, Freeman (2006) a constaté que seulement le quart de l'écart actuel dans la croissance de l'emploi selon la profession était saisi dans les prévisions produites par le BLS. Il a fait valoir qu'une grande partie de l'erreur de projection découlait du changement technologique se répercutant sur la demande par profession au sein d'une industrie. Les procédés de production peuvent changer très rapidement. Ce changement structurel est très difficile à prévoir, même si le modèle dispose de certains moyens pour les traiter. Les préférences des consommateurs pour l'extrait de diverses industries changent aussi de manière imprévisible, rendant les prévisions caduques. Freeman (2006) a également fait observer que ces modèles supposent que les besoins en main-d'oeuvre seront comblés par l'offre de main-d'oeuvre au pays ou par l'immigration. Mais l'offre de main-d'oeuvre devient de plus en plus mondiale. Dans bon nombre de professions, notamment les professions de la haute technologie et de la fabrication au cours des dernières années, les entreprises se tournent vers une offre mondiale lorsqu'elles font face à des situations de pénurie. Elles peuvent recourir à des investissements directs étrangers, à la délocalisation ou à la sous-traitance pour tirer parti de l'offre de main-d'oeuvre dans d'autres pays. Cela se répercute évidemment sur les déséquilibres perçus entre l'offre et la demande à l'échelle nationale.

Les modèles peuvent donc faire un travail raisonnablement bon de projections des déséquilibres entre l'offre et la demande pour des professions qui ne sont pas sujettes à un changement technologique rapide, ou à des changements dans les préférences des consommateurs qui influent sur la main-d'oeuvre selon l'industrie. Ce sont toutefois souvent dans les professions qui subissent en fait de tels changements structurels qu'apparaît une pénurie. Les utilisateurs des modèles de simulation font souvent valoir, à très juste titre, que ces modèles sont conçus pour simuler des résultats possibles selon diverses hypothèses et non pour prédire l'avenir. Il s'agit



---

en fait là de l'une des vertus des modèles. Toutefois, lorsque ces modèles sont utilisés pour modifier des politiques d'immigration, ils doivent être conçus comme des prévisions de ce qui se produirait selon divers niveaux d'immigration.

Mais on pourrait certainement faire valoir qu'il existe des tendances définies à plus long terme qui pourraient être utilisées pour déterminer les types d'immigrants nécessaires. Par exemple, le boom pétrolier est là pour rester, n'est-ce pas? Est-ce que les pénuries de compétences professionnelles précises relevées dans cette industrie ne seront vraisemblablement pas de longue durée, peu importe ce que le modèle prédise. Tel que susmentionné, nous avons connu une situation semblable dans les années 1990 avec l'essor des technologies de pointe, lorsqu'il était évident que dans l'économie « fondée sur le savoir » – un terme peu entendu aujourd'hui – la demande de travailleurs de la TI continuerait de croître. Or ce ne fut pas le cas. Même dans l'industrie du pétrole, les conditions peuvent changer très rapidement, comme un certains nombre d'événements récents le suggèrent. Étant donné l'augmentation importante de l'offre de gaz naturel, la capacité des États-Unis de s'acheminer vers l'autosuffisance énergétique parce que le changement technologie ouvre des réserves pétrolières, et en raison de l'incertitude concernant l'avenir économique de la Chine, il est difficile de savoir quelle sera la suite des choses concernant cet essor pétrolier. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'Alberta enregistre un surplus de pétrole lourd (par rapport à la demande actuelle), une baisse des recettes pétrolières attribuable en partie à la diminution de la demande pour le pétrole canadien aux États-Unis et de difficultés à acheminer le produit jusqu'au marché.

Hormis les difficultés à prévoir les pénuries de main-d'oeuvre globales, que nous apprennent certaines études?

Le Conference Board a produit un certain nombre de projections de pénuries d'offre de main-d'oeuvre globales pour l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique, entre autres. Ce modèle particulier ne tente pas de projeter la demande et l'offre par profession, comme bon nombre de modèles le font, mais uniquement pour l'économie dans son ensemble. Le rapport 2007 de l'Ontario a fait état d'une pénurie de 364 000 travailleurs d'ici 2025. Si l'on prenait cette prévision au sérieux, cela voudrait dire qu'il faudrait trouver en moyenne 30 000 travailleurs de plus par année entre 2013 et 2025. Toutefois, comme le Conference Board l'a fait remarquer, ces estimations doivent être considérées comme une indication de ce qui pourrait se produire 1) si l'économie tournait à plein régime; 2) si le chômage était au niveau auquel on s'attend dans une économie roulant à plein régime et 3) si aucun rajustement important n'était apporté en réponse à une pénurie de main-d'oeuvre qui augmente lentement au fil du temps. Il est très possible qu'aucune de ces hypothèses ne se concrétise en fait.

C'est l'Alberta qui est au cœur du débat concernant les pénuries de main-d'oeuvre. Que nous disent les modèles à propos de l'avenir de cette province? Le Conference Board a produit une projection semblable pour l'Alberta et l'Ontario et a conclu à une pénurie projetée de 332 000 travailleurs d'ici 2025, soit un besoin d'environ 28 000 travailleurs par année entre 2012 et 2025. Le gouvernement de l'Alberta a mis au point un modèle complexe de projections de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre qui produit des résultats pour environ 500 professions. Il est semblable au modèle du Système de projection des professions au Canada (SPPC) utilisé au gouvernement fédéral, qui est seulement plus détaillé. Il conclut à une pénurie de main-d'oeuvre globale beaucoup plus faible que celle envisagée dans le rapport du Conference Board. La province projette un déséquilibre global cumulatif beaucoup plus faible, soit de 114 000 travailleurs d'ici 2021, suggérant un besoin de 11 000 travailleurs supplémentaires par année entre 2011 et 2021, la période visée par la prévision. Cela représente environ 0,5 % de

la main-d'oeuvre de l'Alberta, ce qui n'est pas beaucoup. Le tableau ci-dessous présente les résultats pour certaines professions pour lesquelles il y aurait pénurie.

La pénurie globale projetée d'environ 11 000 travailleurs par année sur la période visée par les projections s'accumule pour atteindre environ 114 000 travailleurs d'ici 2021. Du point de vue des niveaux d'immigration, cette analyse ne sonne pas immédiatement l'alarme, même si l'on supposait que l'immigration est la seule solution à d'éventuelles pénuries de ce genre, ce qui n'est pas le cas. Il n'y a pas non plus de chiffres importants associés aux métiers et professions relevant du domaine de la construction énumérés ci-dessous.

### Pénuries annuelles moyennes projetées selon la profession, Alberta

Profession	2011 à 2016	2017 à 2021
Toutes les professions	8 600 par année (0,4 % de la main-d'oeuvre)	12 400 par année (0,5 % de la main-d'oeuvre)
Ingénieurs	100 par année (0,5 %)	157 par année (0,7 %)
Travailleurs des TI	144 (0,4 %)	160 (0,4 %)
Techniciens en génie	75 (0,5 %)	155 (0,6 %)
Infirmières et infirmiers	150 (0,4 %)	? (?)
Métiers de la maçonnerie	83 (0,5 %)	73 (0,5 %)
Autres métiers de la construction	192 (1,2 %)	74 (0,4 %)
Métiers de l'électricité	155 (0,6 %)	116 (0,4 %)
Mécaniciens de machines	126 (0,5 %)	125 (0,4 %)
Conducteurs d'équipement lourd	246 (1,4 %)	203 (1,0 %)
Conducteurs de camions	348 (0,5 %)	301 (0,4 %)

De « Alberta's Occupational Demand and Supply Outlook », 2011 à 2021, gouvernement de l'Alberta

Dans une étude distincte, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration de l'Alberta a examiné les tendances démographiques, dans l'économie en particulier, et a conclu dans un rapport de 2009 que « bien qu'une pénurie de compétences généralisées due au vieillissement de la main-d'oeuvre soit improbable, des îlots de pénuries de compétences pourraient continuer d'apparaître ».

Le SPPC du gouvernement fédéral a produit des projections de l'offre et de la demande de main-d'oeuvre pour des décennies, des mises à jour méthodologiques ayant été parallèlement effectuées. Bien que ce système souffre des lacunes associées à tout modèle de projection, il est probablement le modèle le plus élaboré en usage à l'heure actuelle, et celui ayant été le plus utilisé. Dans leurs projections de 2011, couvrant la période allant jusqu'à 2020, les chercheurs sont parvenus à un certain nombre de conclusions pour le Canada dans son ensemble.

- Deux tiers des possibilités d'emploi qui s'ouvriront d'ici 2021 nécessiteront des études postsecondaires. La demande de main-d'oeuvre se concentrera parmi les travailleurs hautement qualifiés.

- 
- À des niveaux de compétence larges, on projette un juste équilibre entre les possibilités d'emploi et les chercheurs d'emploi. Aucune pénurie de main-d'oeuvre globale aux niveaux généraux des compétences.
  - Certaines professions données, représentant environ 15 % de l'emploi, pourraient connaître certaines pénuries de main-d'oeuvre.
  - La plupart de ces professions relèvent du domaine de la santé et presque toutes sont des professions hautement spécialisées. Quelques rares professions ont des pénuries projetées très importantes, comme les gestionnaires dans les mines, le pétrole et le gaz.
  - Il y a un surplus projeté de professions peu spécialisées. Les professions dans le surplus projeté représentent environ 25 % de tous les emplois.

Le SPPC suggère qu'aucune pénurie de main-d'oeuvre globale ne pointe à l'horizon au Canada au niveau des compétences en général, du moins jusqu'en 2020. Et c'est probablement à ce niveau (c.-à-d. déterminer les besoins en compétences à l'université, au collège, à l'école secondaire, dans les métiers, niveau non spécialisé) que les modèles de projection sont les plus fiables et utiles. Ils peuvent rendre compte des grandes tendances démographiques bien que, même à ce niveau de détail, le volet demande soit difficile à prévoir. Ces résultats suggèrent qu'il y aura plus de problèmes pour les professions où il y aura un surplus de main-d'oeuvre (notamment les professions les moins spécialisées) : chômage qui l'accompagne et peut-être des besoins en formation plus importants que parmi les professions où il y a pénurie. Il y aura évidemment des îlots de pénurie dans certaines professions pour une période de temps donnée, comme c'est toujours le cas. Mais il n'y a aucun besoin projeté d'augmentation du nombre de travailleurs au Canada pour répondre à la demande de main-d'oeuvre projetée au niveau global, au-delà de ceux qui sont déjà prévus à partir des tendances antérieures. Il s'agit toutefois d'une analyse pour l'ensemble du Canada. Il y aura des différences d'une région à l'autre. Déjà certains rajustements sont apportés afin de répondre à de tels changements à l'échelle des régions. Étant donné que l'économie est plus forte dans l'Ouest, le nombre d'immigrants sélectionnant l'Ontario (principalement Toronto) a diminué considérablement, puisqu'ils choisissent de s'installer dans l'Ouest<sup>6</sup>. Et les migrations interprovinciales ont de plus en plus tendance à se faire vers l'Ouest, même à partir de l'Ontario.

Ces études plus récentes confirment les travaux menés précédemment. McMullen *et coll.* (2004) ont conclu qu'il n'existait pas de données probantes rigoureuses d'une pénurie de main-d'oeuvre à l'horizon pour l'économie globale, bien qu'il pourrait y avoir des pénuries localisées dans certaines industries.

Pour résumer, des pénuries de compétences localisées « actuelles » existent, mais il est très difficile de les circonscrire étant donné l'information actuellement disponible sur le marché du travail. Et bon nombre de ces pénuries sont, par nature, de courte durée. Il est difficile pour le système d'immigration de remédier à de telles pénuries, du moins au moyen de la résidence permanente. Le système d'immigration est peut-être plus apte à pallier des pénuries de main-d'oeuvre globales. Celles-ci sont déterminées par les modèles de prévision, auxquelles des difficultés inhérentes sont associées, en particulier en ce qui concerne le volet « demande ». Ces modèles réussissent mieux à produire des scénarios « hypothétiques » qu'à prévoir

---

<sup>6</sup> Quarante-neuf p. 100 de tous les immigrants entrants ont déménagé à Toronto en 2002. En 2011, cette proportion avait chuté à 31 %. La proportion allant dans l'Ouest (Manitoba/Saskatchewan/Alberta/Colombie-Britannique) est passée de 24,1 % à 36,4 % pendant la même période.

---

réellement l'avenir. Les projections du Conference Board suggèrent que, dans une économie roulant à plein régime et ayant un chômage traditionnellement faible, des pénuries globales de main-d'oeuvre importantes pourraient apparaître. Mais d'autres études et des modèles concluent généralement qu'il y a peu de données probantes qui justifient l'idée selon laquelle il y aurait pénurie de main-d'oeuvre globale à l'horizon, du moins jusqu'au début des années 2020. Elles laissent entendre que des pénuries de compétences professionnelles précises localisées pourraient apparaître. Elles indiquent également que la demande de main-d'oeuvre plus importante parmi les emplois exigeant des études postsecondaires et qu'il y aura probablement surplus de main-d'oeuvre parmi les professions peu spécialisées.

## 2.4. Résultats économiques des immigrants

L'amélioration des résultats économiques des immigrants à l'entrée est un objectif économique prééminent qui oriente les politiques en matière d'immigration. À la différence des thèmes abordés ci-dessus, où il est souvent difficile de parvenir à des réponses définitives, dans ce cas-ci la recherche est claire et relativement concluante. Voici les principaux points relevés dans les écrits.

- De manière générale, les résultats économiques se sont détériorés parmi les cohortes entrées dans les années 1980 et au début des années 1990, ceux-ci s'étant quelque peu améliorés à la fin des années 1990, puis ont continué de se détériorer à nouveau au début des années 2000. Pendant la période de récession de 2008-2009, les récents immigrants (entrés au cours des cinq dernières années) ont à nouveau vu leur situation économique se détériorer comparativement aux personnes nées au Canada. Cette détérioration est plus évidente dans les données sur les gains que dans celles sur l'emploi.
- Les taux de pauvreté parmi les immigrants ont suivi les tendances relatives aux gains, et se sont détériorées de manière générale depuis les années 1980.
- Il est important de noter qu'il y a eu des périodes d'amélioration des résultats économiques des immigrants – de façon plus importante pendant la fin des années 1990 et pour les travailleurs qualifiés (fédéral) pendant la première moitié de la première décennie des années 2000. Ces améliorations semblent avoir été dictées par des changements dans la politique de sélection des immigrants de même que par le cycle conjoncturel.

Beaucoup de choses ont été écrites à propos de la détérioration et de ses causes (parmi les écrits récents, Aydemir et Skuterud, 2005; Frenette et Morissette, 2005; Green et Worswick, 2010; Picot, 2008; Sweetman, 2010; Picot et Hou, 2009; pour des recensions voir Picot et Sweetman 2012, Reitz, 2007). Parmi les causes de la diminution des gains au niveau d'entrée pour lesquelles se dégagent plus ou moins un consensus dans les écrits, il y a notamment :

- La modification des régions sources, en particulier pendant les années 1980, facteurs déterminants comme la langue, éventuellement la qualité des études, les différences culturelles et la discrimination;
- La diminution des rendements monétaires pour l'expérience du marché du travail préalable à l'immigration;

- 
- La diminution générale des gains au niveau d'entrée de toutes les personnes qui entrent sur le marché du travail, pas seulement les immigrants pendant les années 1980 et 1990. Cette tendance s'est renversée depuis l'année 2000;
  - L'effondrement des TI au début des années 2000;
  - La modification des compétences en français et en anglais chez les immigrants.

Étant donné l'importance accordée à cette question dans les recherches, peu de choses seront ajoutées ici, sauf pour mentionner deux très récents documents de recherche qui portent sur la composition et les niveaux. Un document conclut que la taille d'une cohorte d'immigrants entrants – c'est-à-dire le niveau annuel d'immigration – se répercute sur les gains des immigrants de cette cohorte (Hou et Picot, 2013). Une augmentation de 10 % de la taille d'une cohorte<sup>7</sup> est associée à une diminution de 0,8 % des gains des hommes immigrants dans cette cohorte. Ce résultat ne signifie pas nécessairement que les salaires des immigrants entrants diminueront inévitablement si les niveaux d'immigration sont augmentés. Il peut y avoir d'autres pressions qui feront augmenter les salaires<sup>8</sup>. Toutefois, selon les constatations : 1) l'augmentation des niveaux d'immigration peut avoir contribué, dans une certaine mesure, à la diminution des gains parmi les immigrants entrants depuis les années 1980 et 2) que l'effet négatif d'une récession sur les gains des immigrants entrants peut être partiellement compensé par la réduction de la taille de la cohorte d'immigrants entrants. Bon nombre d'étudiants s'intéressant aux politiques en matière d'immigration ont recommandé d'abonder dans ce sens.

Le deuxième document a permis de constater que la diminution des gains à l'entrée était partiellement concentrée parmi les immigrants économiques très scolarisés, en particulier pendant les années 1990 où le nombre d'immigrants de ce groupe augmentait relativement rapidement. Conjuguée aux conclusions du document mentionné ci-dessus, cette observation peut laisser entendre qu'il y aurait eu réduction du nombre d'immigrants économiques très scolarisés. D'autres problèmes, comme les changements aux compétences linguistiques, peuvent avoir une incidence sur ce résultat. De plus, ce résultat s'applique aux gains pendant les premières années au Canada (c.-à-d. les gains au niveau d'entrée). L'étude a également permis de constater qu'à plus long terme, les immigrants très scolarisés obtiennent de meilleurs résultats économiques que ceux qui sont moins scolarisés. Les trajectoires de gains sont beaucoup plus accentuées pour les immigrants très scolarisés que pour les moins scolarisés (p. ex. métiers et études secondaires). Plus il y a longtemps que la personne est au Canada, plus l'avantage économique découlant du fait d'avoir un diplôme est grand (Picot, Hou et Qiu 2013). D'où le fait que les résultats économiques à court terme des immigrants entrants ne soient pas nécessairement de bons indicateurs prévisionnels des résultats à plus long terme, en particulier en fonction du niveau de scolarité.

---

<sup>7</sup> Une « cohorte » peut renvoyer au niveau annuel d'immigration ou à un sous-ensemble d'immigrants entrants, comme ceux qui possèdent un diplôme universitaire ou qui ont atteint d'autres niveaux de scolarité.

<sup>8</sup> Par exemple, en période de croissance économique, l'amélioration des conditions économiques tendra à *faire augmenter* les salaires des immigrants entrants. Si le nombre d'immigrants entrant au pays augmente pendant la croissance, cela tendra à *faire diminuer* les salaires des immigrants entrants. D'où l'existence de deux « effets » qui poussent les salaires dans des directions opposées. Si l'effet positif sur les salaires découlant de l'amélioration des conditions économiques a plus que compensé l'effet négatif sur les salaires de l'augmentation du niveau d'immigration, alors les salaires des immigrants entrants augmenteront, même si les niveaux d'immigration sont augmentés.

---

Quelles en sont les implications pour la politique concernant la « composition et les niveaux »? En réponse à cette recherche, de nombreux changements ont été apportés à la politique depuis le début des années 1990 et en particulier depuis le début des années 2000. La « composition » de l'immigration – y compris les changements apportés aux catégories d'immigrants, aux niveaux de scolarité, à l'âge, aux compétences linguistiques et aux professions – a été modifiée un certain nombre de fois pour réagir à la diminution des gains à l'entrée des immigrants. Ces changements ont eu un certain succès, voir les évaluations de CIC de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR), et le Programme des candidats des provinces (PCP), bien que les gains relatifs au niveau d'entrée (par rapport aux personnes nées au Canada) parmi les immigrants demeurent bien en deçà des niveaux des années 1970.

Très peu de changements ont été apportés aux niveaux d'immigration en réponse à la détérioration économique. Certains analystes font valoir que la simple existence du déclin économique montre qu'il y a un problème concernant la capacité d'adoption de l'économie canadienne, problème qui devrait être pris en compte dans toute discussion sur les niveaux. Les conclusions récentes mentionnées ci-dessus suggèrent que la question des niveaux - du moins pour certains groupes - pourrait raisonnablement être abordée dans ces discussions. D'autres font valoir que la question n'en est pas une d'offre globale, mais d'obtenir la bonne « composition » grâce à une sélection appropriée, faisant notamment intervenir une participation accrue des employeurs à la sélection et un soutien plus important aux programmes d'intégration. Une telle aide a été renforcée. Quelle que soit l'interprétation adoptée, les recherches ne justifient pas une augmentation des niveaux d'immigration alors que les résultats économiques des immigrants sont réprimés.

## 2.5. L'équilibre budgétaire

Les immigrants sont à la fois des bénéficiaires des dépenses gouvernementales et des contribuables. Les chercheurs s'intéressent depuis longtemps à la question de savoir si l'équilibre budgétaire net pour les immigrants est positif ou négatif; quel est le coût ou l'avantage pour le contribuable si l'immigration est augmentée ou diminuée. Plus récemment, des analystes ont posé une variante de cette question. Est-ce que l'augmentation de l'immigration produirait un équilibre budgétaire net positif important qui aiderait à compenser la hausse future prévue des dépenses au titre des pensions et des soins de santé associées au vieillissement de la population? L'idée est que si les immigrants étaient jeunes et occupaient un emploi, ils paieraient davantage d'impôts qu'ils ne recevraient de prestations, et le surplus permettrait de compenser les coûts plus élevés des pensions et des soins de santé. Étant donné les résultats bien connus de l'effet de l'immigration sur la répartition par âge de la population (examiné plus tard), la plupart des analyses n'ont eu que peu d'espoir que cette stratégie fonctionne. Les immigrants ne sont pas assez différents en âge des personnes nées au Canada pour faire une grosse différence et les récents immigrants n'obtiennent pas de bons résultats sur le marché du travail, du moins au début de leur carrière au Canada (bien que les résultats des jeunes soient meilleurs). Il faudrait augmenter considérablement les niveaux d'immigration pour faire une véritable différence dans la hausse prévue des dépenses.

Nous nous intéresserons de ce fait à la première question : Est-ce que l'augmentation (ou la diminution) de l'immigration représente un coût ou un avantage net direct pour les contribuables par le biais de l'équilibre budgétaire à tous les paliers du gouvernement? Nous ajouterons une seconde question portant sur la composition : Est-ce que le fait de modifier la composition de l'immigration, en particulier en ce qui concerne la scolarité, a un effet sur l'équilibre budgétaire

---

net? Comme bon nombre des thèmes abordés dans le présent document, les méthodes et les données requises pour répondre à ces questions ne sont peut-être pas à la hauteur de la tâche. Les études menées précédemment ont tendu à prendre un instantané des populations d'immigrants et des personnes nées au Canada à un moment dans le temps et, au moyen d'une procédure de comptabilisation, ont évalué les divers types et niveaux d'impôt payés. Ce total est comparé aux types de dépenses gouvernementales reçues pour des services sociaux, la santé, l'éducation, le transport et les autres services.

Hormis l'énorme pression qu'une telle approche exerce sur les données disponibles<sup>9</sup>, cette approche « instantanée » a une contrainte fondamentale. La répartition par âge des immigrants au moment de l'instantané influe sur les résultats. Un instantané pris au moment où il y a beaucoup de jeunes immigrants qui travaillent donnera une vue relativement positive de l'équilibre budgétaire net, puisqu'ils sont vraisemblablement plus enclins à payer des taxes et des impôts qu'à recevoir des prestations. Si l'instantané a été pris à un moment où un grand nombre de familles d'âge moyen ont de nombreux enfants à l'école, l'équilibre pourrait être moins positif, ou négatif. Si l'instantané comportait principalement des immigrants présents au Canada depuis un nombre relativement faible d'années, l'équilibre budgétaire net aura davantage tendance à être négatif, puisque les « récents » immigrants ont plus de problèmes d'emploi et occupent des emplois moins payants que les immigrants de plus longue date; d'où le fait qu'il soit moins probable qu'ils contribuent au moyen des impôts.

Dans l'idéal, on adopterait une approche longitudinale qui s'interrogerait à propos des taxes et impôts versés et des prestations reçues pendant une durée de vie d'un immigrant au Canada. Certains chercheurs ont même tenté d'inclure les enfants d'immigrants dans le calcul, faisant valoir qu'ils pourraient apporter une contribution positive nette à l'équilibre budgétaire du gouvernement s'ils étaient pris en compte, puisqu'il s'agit là d'un résultat direct de l'immigration. La plupart des analyses « longitudinales » ont été réalisées par des chercheurs américains utilisant une approche de comptabilisation en fonction de la génération. Une telle approche pose également certains problèmes. On a récemment fait valoir que comme l'émigration d'immigrants n'avait pas été incluse dans l'analyse, cette approche sous-estimerait la contribution positive nette des immigrants<sup>10</sup>. Il est également nécessaire de formuler certaines hypothèses concernant les « taux d'actualisation » et les événements futurs concernant les résultats économiques des immigrants dans l'approche longitudinale. Et, comme à peu près toutes les recherches dans ce domaine, les exigences en matière de données sont élevées.

Reconnaissant les difficultés méthodologiques, qu'est-ce que la recherche suggère?

Dans un récent document, Duncan, Fang et Gunderson (2012) ont examiné les écrits publiés à l'échelle internationale. Ils ont précisément mentionné 13 études menées dans cinq pays : Espagne, Allemagne, Nouvelle-Zélande, États-Unis et Canada. Ces études utilisent diverses approches méthodologiques, y compris la méthode du cycle de vie (ou longitudinale). Toutes ont constaté une contribution positive nette des immigrants à l'équilibre budgétaire du gouvernement; certaines ayant conclu à une petite contribution d'autres à une plus grande

---

<sup>9</sup> Les données ne fournissent souvent pas les détails nécessaires pour estimer les dépenses et les avantages pour des groupes précis, comme les immigrants.

<sup>10</sup> C'est pourquoi ce sont, de façon caractéristique, les immigrants qui obtiennent les moins bons résultats sur le marché du travail et qui, de ce fait, ont davantage tendance à contribuer à un solde budgétaire négatif par rapport aux impôts et aux prestations et qui quittent le pays. Ne pas exclure ces immigrants des calculs plus tard dans la vie tend à sous-estimer la contribution financière positive des immigrants.

---

contribution. Au lieu de reprendre cet examen, nous nous concentrerons sur la conclusion intéressant le Canada et les États-Unis.

Dans une importante étude menée en 1998 sur les effets démographiques et financiers de l'immigration aux États-Unis, Smith et Edmonston remarquent que la recherche sur les effets financiers de l'immigration est insuffisante et que bon nombre d'études représentaient une défense des droits, et n'étaient pas véritablement scientifiques. Ils font observer que les effets financiers immédiats dépendaient dans une grande mesure de l'âge de la population d'immigrants et que ces effets doivent être évalués à plus long terme. Utilisant une méthode transversale (c.-à-d. instantanée) pour calculer les taxes et impôts payés ainsi que les prestations reçues au cours d'une année donnée, l'un des documents se concentre sur deux États, le New Jersey et la Californie. Dans les deux cas, l'étude conclut que les ménages d'immigrants ont reçu plus en services gouvernementaux qu'ils n'ont versé en taxes et impôts. Le fardeau fiscal net a été estimé à 229 \$ par travailleur né au pays au New Jersey et à 1174 \$ en Californie. Le fardeau fiscal était supérieur lorsque les familles immigrantes étaient plus âgées et là où il y avait plus d'immigrants moins scolarisés ayant des perspectives salariales moindres. La différence entre les immigrants et les personnes nées au pays était plus grande du côté taxes et impôts que du côté prestations. On a estimé que les immigrants payaient 69 % des taxes et impôts que payaient les personnes nées au pays, vraisemblablement en raison de perspectives d'emplois moins bonnes.

Un autre document faisant partie de cet examen a utilisé trois approches pour estimer l'équilibre budgétaire net associé à l'immigration : 1) une approche « instantanée » décrite ci-dessus; 2) une approche longitudinale qui tente de mesurer les taxes et impôts payés et les prestations reçues du gouvernement pendant le cycle de vie de l'immigrant et la deuxième génération (ce qui nécessite certaines hypothèses concernant le cours des événements futurs); 3) et une approche instantanée qui englobe les impôts et taxes versés de même que les prestations reçues par la deuxième génération ainsi que par les immigrants eux-mêmes. Tel que signalé, cette approche aboutit à une contribution financière négative nette, alors que les méthodes 2) et 3) aboutissent toutes deux des contributions financières positives nettes des immigrants.

Dans une recherche connexe menée aux États-Unis, Lee et Miller (2000), *American Economic Review*, soulignent qu'il est important d'adopter une approche longitudinale pour l'analyse de l'équilibre budgétaire. Ils concluent que la « plupart des analystes reconnaissent que les conséquences financières globales de la modification du volume d'immigration seraient très faibles et ne devraient pas être une considération importante dans l'élaboration de la politique ». Ils constatent que l'augmentation du nombre d'immigrants aux États-Unis de 100 000 par année se traduirait initialement par une hausse des taxes et impôts pour venir en aide aux nouveaux immigrants, et plus tard par une réduction de ceux-ci à mesure que les immigrants sont mieux établis et apportent une contribution financière positive nette. Toutefois, dans les deux cas, l'augmentation ou la diminution des taxes et impôts était inférieure à 1 % des niveaux actuels. De façon importante pour ce document, ils concluent également qu'admettre uniquement des jeunes immigrants très scolarisés en âge de travailler serait hautement bénéfique sur le plan financier.

Dans d'autres travaux menés aux États-Unis utilisant aussi une approche longitudinale de comptabilisation en fonction de la génération, Auerbach et Oreopoulos (2000) ont constaté que la composition de l'immigration était un facteur plus important que le niveau d'immigration du point de vue de l'équilibre budgétaire. Ils concluent que même un très important changement quant au niveau d'immigration n'aurait qu'une faible incidence sur l'équilibre budgétaire du pays. Ils constatent que « la modification du niveau d'immigration n'est ni une source importante de



---

l'équilibre budgétaire actuel ni une solution à celui-ci ». Ils concluent que l'impact financier global de l'immigration n'est pas clair. Mais ils soulignent que la composition de l'immigration – notamment le niveau de scolarité des immigrants – est importante et que le fait de modifier la composition selon le niveau de scolarité n'a pas le potentiel de réduire le fardeau financier global du gouvernement. Ils estiment que si les États-Unis étaient passés à une politique où la moitié des immigrants avaient fait plus que des études secondaires (c.-à-d. avaient fait au moins partiellement des études postsecondaires), cela réduirait le fardeau fiscal du gouvernement sur les contribuables de 7 à 10 p. 100.

Kerr et Kerr (2011) passent en revue d'autres recherches menées aux États-Unis. Ils notent que les premières études ont permis de constater que les immigrants avaient apporté des contributions financières tant positives que négatives. Dans une étude initiale, Borjas (1995) a constaté que l'impact net de l'immigration allait d'un coût en prestations de 16 000 \$ à 60 000 \$, selon les hypothèses formulées. Son travail le plus récent suggère un avantage net. La plupart des études menées récemment aux États-Unis concluent que le coût ou l'avantage net moyen est très faible, comme il a été mentionné ci-dessus. Du point de vue de la composition de l'immigration, certains travaux très intéressants menés par Storesletten (2000) pour les États-Unis ont permis de constater qu'il y avait une très grande hétérogénéité parmi les groupes concernant les coûts et les avantages nets. L'auteur a constaté que les immigrants très scolarisés réussissent souvent sur le marché du travail, et paient davantage de taxes et d'impôts qu'ils n'utilisent de biens et services publics. Les immigrants non scolarisés et âgés avaient tendance à entraîner des coûts économiques nets plus importants pour la société. La différence calculée était frappante, allant d'un coût net de 36 000 \$ pour la situation budgétaire des pays à un avantage de 96 000 \$, selon le niveau de scolarité de l'immigrant.

Les recherches menées au Canada dans ce domaine sont beaucoup moins avancées. Des études initiales ont fait valoir qu'au cours d'une vie, un immigrant représentatif apporte une contribution nette positive modeste au Trésor (Akbari, 1989, 1995). Des recherches plus récentes menées par Devoretz (1999) ont indiqué que cette contribution varie selon l'emplacement géographique, selon les caractéristiques des immigrants et les services gouvernementaux disponibles. Les recherches menées aux États-Unis soulignent également que les résultats s'appliquant à tout le pays (résultats nationaux) peuvent ne pas s'appliquer à des villes ou États où les immigrants ont tendance à se concentrer. Devoretz a constaté un avantage fiscal net positif au cours de la vie des ménages d'immigrants, de façon analogue à Akbari. Ils ont également constaté des transferts financiers publics positifs pour les ménages de Toronto et Vancouver, mais l'inverse à Montréal puisque [traduction] « le transfert public net du vivant d'un ménage né à l'étranger à Montréal est négatif ».

Un très récent document qui a retenu beaucoup d'attention dans les médias présente des résultats quelque peu différents à l'échelle nationale, les auteurs estimant que les immigrants recevaient environ 6 000 \$ de plus en prestations par rapport aux taxes et impôts versés en 2006 (Grubel et Grady, 2011). Dans cette analyse, l'approche « instantanée » a été utilisée et a permis d'estimer tous les impôts et taxes payés, et les prestations gouvernementales reçues en 2006 (fondées sur les données de recensement) des immigrants qui sont arrivés au Canada entre 1987 et 2004, de même que par le reste de la population. La différence entre ces deux groupes résidait principalement dans les taxes et impôts versés (c.-à-d. que les immigrants paient moins d'impôts puisque bon d'être eux ont des revenus annuels moins élevés), et non dans les prestations reçues. La constatation selon laquelle la différence réside davantage dans les impôts versés que dans les prestations reçues est caractéristique des études qui utilisent cette méthode. Dans un

---

document rédigé en réponse à cette recherche, Javdeni et Pendakur (2012) corrigent ce qu'ils considèrent comme étant des erreurs dans le document Grubel et Grady et concluent que l'estimation juste se rapproche davantage de 450 \$ de prestations nettes reçues par rapport aux impôts versés, et non de 6 000 \$.

Les résultats du document de Grubel et Grady diffèrent quelque peu de la plupart des écrits. À l'instar de la plupart des recherches dans ce domaine ardu, il existe un certain nombre de difficultés avec lesquelles le document de Grubel et Grady doit composer. Il a été question ci-dessus des difficultés que pose l'approche « instantanée ». Les résultats peuvent varier considérablement, selon les caractéristiques des immigrants (notamment l'âge, le temps passé au Canada) inclus dans l'instantané<sup>11</sup>. Dans ce cas particulier, l'échantillon d'immigrants penchait lourdement vers les « récents » immigrants. Ils tendaient à avoir des perspectives d'emplois moins bonnes, d'où le fait qu'ils paient moins d'impôt que les immigrants au Canada depuis plus longtemps. Estimer les taxes et impôts totaux versés et les prestations reçues au cours d'une vie est une approche plus rigoureuse sur le plan conceptuel. Elle comporte toutefois ses limites, puisque des hypothèses doivent être avancées concernant les taux d'actualisation et le cours des événements futurs. Un certain nombre d'aspects du document de Grubel et Grady mènent à des résultats qui diffèrent de ceux observés dans d'autres études canadiennes<sup>12</sup>.

Duncan, Fang et Gunderson (2012) emploient encore une autre approche reposant sur un modèle macroéconomique pour estimer les effets sur le marché du travail de la présence de 100 000 immigrants de plus. Ils constatent que les impôts versés par les immigrants dépassent les dépenses gouvernementales dont ils ont fait l'objet. Toutefois, comme ils le font remarquer, ce phénomène est dû en partie au fait que les immigrants tendent à arriver pendant les années de leur vie où ils paient des impôts et que bon nombre des dépenses gouvernementales viennent plus tard. De plus, la simulation s'arrête à l'âge de 65 ans et les effets sur l'équilibre budgétaire après cet âge sont exclus. À nouveau, une approche reposant sur le cycle de vie est nécessaire pour obtenir une estimation globale des taxes et impôts versés et des prestations reçues. Comme d'autres l'ont fait observer, Duncan *et coll.* remarquent que les immigrants moins qualifiés (moins scolarisés) ont davantage tendance à accéder aux programmes de transfert que les immigrants hautement qualifiés, et ayant des gains plus élevés, les plus scolarisés payant plus d'impôt.

---

<sup>11</sup> De manière caractéristique, les données disponibles ne permettent pas une estimation exacte des prestations gouvernementales reçues par divers groupes (comme les immigrants) puisque les données ne sont pas recueillies de cette manière. Des hypothèses doivent être formulées.

<sup>12</sup> En se concentrant sur les immigrants qui sont arrivés depuis 1987 (les 18 dernières années), leur échantillon n'est pas représentatif des immigrants au Canada. Les immigrants récents (au Canada depuis cinq ou dix ans) sont surreprésentés, et ils ont des résultats économiques plus faibles et paient donc moins d'impôts. Les résultats économiques et les impôts versés augmentent avec le nombre d'années passées au Canada, du moins pendant les années où ils travaillent. Les immigrants qui arrivent pendant leur enfance sont également sous-représentés et ils tendent à obtenir des résultats aussi bons sur le plan économique que les personnes nées au Canada (à nouveau les impôts versés étant plus élevés). Javdeni et Pendakur ont traité cette question en sélectionnant les immigrants qui sont entrés entre 1970 et 2004, mais encore là il y a des problèmes, puisque les cohortes entrées durant les années 1970 avaient tendance à obtenir de meilleurs résultats sur le plan économique que les cohortes plus récentes. Toutefois, les résultats économiques parmi les cohortes d'immigrants économiques entrées très récemment (depuis 2005) se sont améliorés partiellement en raison des modifications législatives apportées à la LIPR au début des années 2000. Cette amélioration ne sera pas prise en compte dans les estimations des impôts versés. De plus, Javdeni et Pendakur font valoir que certaines des recettes fiscales vont financer des biens publics purs comme la Défense nationale et la recherche de base. Ils voient cela comme de « l'argent reçu gratuitement » des immigrants pour les personnes nées au Canada. Ils estiment que 10 % des recettes fiscales sont utilisées de cette manière et que cela réduit le transfert financier aux immigrants de 1 600 \$. Grubel et Grady contestent cette estimation (2012).

---

Comme il a été noté dans une recension récente menée par Kerr et Kerr (2011, NBER), « les écrits sur les finances publiques ne permettent pas de tirer un grand nombre de conclusions définitives ». Ceci dit, la prépondérance des recherches décrites ci-dessus, tant à l'échelle internationale que nationale, suggère que l'effet financier de l'immigration n'est vraisemblablement pas un enjeu stratégique important lorsque l'on examine les *niveaux* d'immigration. Les recherches menées aux États-Unis en particulier, combinées aux résultats démographiques présentés plus tôt, laissent croire que toute contribution financière positive au Trésor qui peut résulter de l'immigration ne va pas influencer de manière importante sur l'équilibre budgétaire futur du gouvernement, sur lequel certaines pressions peuvent être exercées en raison du vieillissement de la population. La plupart des recherches suggèrent également que les immigrants, au cours de leur vie et de celle de leurs enfants, n'exercent pas une pression négative importante sur l'équilibre budgétaire. Toutefois, pour le Canada en particulier, les données probantes récentes sont minces. Et le filet de sécurité sociale du Canada diffère grandement de celui des États-Unis, ce qui se répercute sur les conclusions. Comme dans bon nombre de domaines des recherches sur l'immigration, les résultats valables pour les États-Unis ne s'appliquent pas nécessairement au Canada. Il serait utile de mener une analyse du cycle de vie de l'équilibre budgétaire associé à l'immigration en utilisant des données plus récentes.

Mais la recherche nous apprend plus de choses sur la composition de l'immigration. Les études menées aux États-Unis ont notamment relevé les avantages financiers résultant du fait de faire pencher l'immigration vers les plus scolarisés. Au cours de leur vie, ils gagnent des salaires plus élevés, paient d'avantage d'impôts et utilisent moins le système de transferts gouvernementaux que leurs homologues immigrants moins scolarisés. Au Canada, la sélection des immigrants s'est concentrée sur les plus scolarisés. Les recherches sur l'équilibre budgétaire justifient la poursuite de cette pratique.

---

### 3. Impact démographique

L'immigration influera sur la taille de la population, sa répartition par âge et sa diversité selon de nombreuses dimensions, y compris sa composition ethnique et le niveau de scolarité. On peut déterminer relativement facilement l'impact des niveaux d'immigration sur la croissance démographique au moyen de projections démographiques. On sait depuis des années que l'immigration contribuera à la plus grande partie de la croissance démographique au cours des prochaines années, mais que, selon pratiquement tous les scénarios d'immigration, la croissance sera faible. D'où le fait que le niveau d'immigration choisi dépend de l'importance du ralentissement démographique qui peut être toléré. Les questions concernant la population d'un pays (ou de provinces) et son effet sur son rôle dans les activités économiques et politiques dépassent le cadre de la présente étude.

Il est également relativement facile de déterminer l'effet de divers scénarios d'immigration sur la répartition par âge de la population canadienne et, de façon plus importante, sur son ratio de dépendance. Nous connaissons ces effets depuis les années 1990. Fondamentalement, le Canada se dirige vers une augmentation du ratio de dépendance, quelle que soit la manière dont on le définit. Les premiers travaux de Denton *et coll.* (1997) suggéraient que le ratio de dépendance – le ratio de la population âgée de 0 à 14 ans et de plus de 65 ans par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans – passerait de 11 % à 16 % d'ici 2041, et pour empêcher une telle augmentation des niveaux d'immigration de plus de 1 million de personnes par année seraient nécessaires. Des travaux plus récents suggèrent des résultats à peu près semblables. Bien que le nombre d'immigrants et que leur âge puissent influencer sur le ratio de dépendance, l'effet est très faible. L'utilisation de l'effet sur le ratio de dépendance pour établir soit la répartition par âge soit le niveau d'immigration ne semble pas une approche utile. Il y a d'autres considérations sur lesquelles l'immigration a un effet beaucoup plus profond. L'une de celles-ci est la diversité de la population.

De récentes projections démographiques réalisées par Statistique suggèrent que d'ici 2031, peut-être que les deux tiers de la population de Toronto et de Vancouver seront constitués d'immigrants ou de leurs enfants. À Montréal, ce pourcentage pourrait être de 50 %. Un tel scénario soulève des questions concernant la cohésion sociale et l'effet sur les quartiers de ces villes. Le Canada a jusqu'ici, en grande partie, échappé à toute détérioration importante de la cohésion sociale liée à l'immigration. La plupart des Canadiens voient encore l'immigration de manière positive. Dans les pays occidentaux, cela représente plutôt l'exception que la règle. Dans d'autres pays accueillant beaucoup d'immigrants, y compris les États-Unis et l'Australie, et certainement bon nombre des pays européens, on a assisté à des réactions négatives à l'endroit des immigrants. Étant donné que l'augmentation des niveaux d'immigration et des changements apportés aux régions sources et aux groupes ethniques ont donné lieu à des problèmes de cohésion sociale dans d'autres pays, il serait bon de tenir compte de ce problème au Canada lorsque l'on réfléchit à la « composition et aux niveaux ».

---

## 4. Sélection des immigrants et cohésion sociale

Une société cohésive sur le plan social en est une où *tous* les groupes ont un sentiment « d'appartenance, de participation, d'inclusion, de reconnaissance et de légitimité » (Jensen 1998). La cohésion sociale est menacée si un groupe important ou si certains groupes se heurtent à l'isolement, l'exclusion et à d'importants obstacles à la participation sur les plans politique, économique ou social, ou font l'objet d'un rejet par la société dans son ensemble. La cohésion sociale peut également être menacée si le sentiment de confiance interpersonnel ou le « sentiment d'appartenance » est réduit parmi des groupes donnés. De nombreuses politiques gouvernementales influent sur le degré de cohésion sociale d'un pays, y compris le renforcement des institutions, les mesures de lutte contre la discrimination, le soutien de la participation politique et sociétale par tous les groupes, la promotion de bons résultats économiques pour tous les groupes, entre autres. Toutefois, nous nous intéressons dans ce document au processus de sélection des immigrants et à sa contribution, ou à la menace qu'il représente pour la cohésion sociale.

Différents chercheurs utilisent différents termes et concepts pour discuter des questions liées à ce que l'on peut appeler la cohésion sociale ou la solidarité sociale. Ce domaine de recherche est très complexe sur le plan conceptuel, et aucun consensus ne se dégage véritablement dans les écrits. Dans le présent document, nous utiliserons toutefois le terme cohésion sociale.

Les gouvernements ont traditionnellement recouru à certaines stratégies pour promouvoir la cohésion sociale (Soroka, Johnston et Banting 2007). Peut-être que la stratégie la plus populaire a été de tenter d'élaborer un ensemble commun de normes et de valeurs partagées qui sont vues comme étant nécessaires pour qu'une société puisse fonctionner de manière harmonieuse. L'accent est mis sur la question « qui sommes-nous » et sur l'assimilation des immigrants. Étant donné l'histoire des deux peuples fondateurs du Canada et le niveau et la diversité de l'immigration, en particulier au cours des 30 dernières années, cette approche présente de réelles difficultés. La deuxième stratégie consiste à se concentrer moins sur un vaste ensemble de valeurs communes que sur une participation politique et économique large de tous les groupes, et un consensus général concernant les institutions importantes et les processus requis pour qu'une société fonctionne harmonieusement. Étant donné l'existence d'identités multiples et de valeurs diverses, l'accent est mis davantage sur la question de savoir « comment vivre ensemble ». Le soutien manifesté par tous les groupes aux institutions et processus (la primauté du droit, la protection des droits des minorités, la liberté de religion, la liberté de la presse et la législation de lutte contre la discrimination, etc.) grâce auxquelles les tensions peuvent être allégées et les conflits arbitrés est essentiel, tout comme la participation économique, sociale et politique de tous les groupes, de sorte qu'aucun groupe ne se sente isolé ou rejeté. Cette deuxième approche est vraisemblablement plus prometteuse dans une société diversifiée sur le plan ethnique comme l'est le Canada.

Quel est le lien de cette question avec la composition et les niveaux? Soroka, Johnston et Banting (2007) se sont concentrés sur six dimensions de la cohésion sociale (fierté à l'endroit de son pays, sentiment d'appartenance, confiance interpersonnelle, valeurs sociales, réseaux sociaux et droit de vote) et ils se demandent s'il existe des différences importantes entre les groupes ethniques relativement à ces indicateurs. Il convient ici de faire quelques observations :

Même après avoir pris en compte les différences entre les groupes ethniques quant au statut d'immigration, aux années passées au Canada, à l'âge et à la religion, bon nombre de groupes ethniques (notamment ceux de l'Asie de l'Est, des Caraïbes/Afrique et de l'Asie du sud/Moyen-

---

Orient) avaient un « sentiment d'appartenance » plus faible vis-à-vis du Canada que ce n'était le cas des répondants britanniques/nord-européens qui formaient le groupe de référence. Ces mêmes groupes ethniques avaient également un niveau de « confiance » interpersonnelle plus faible que le groupe de référence. Ce phénomène est dû en partie au fait que les niveaux de « confiance » des immigrants de la première génération reflètent en partie leur pays d'origine (Soroka, Helliwell et Johnston, 2003). Le degré de diversité ethnique future (ou région source) est évidemment dicté par la politique en matière d'immigration. Pour les fins qui nous intéressent, les implications de ces résultats ne sont pas évidentes. De manière générale, les résultats suggèrent que si les niveaux d'immigration demeurent élevés ou augmentent, et que la « composition » des nouveaux immigrants selon le groupe ethnique demeure la même que celle qui a prévalu dans le passé récent, cela tendrait à exercer une pression à la baisse sur le « sentiment d'appartenance » et la confiance interpersonnelle observée au Canada dans l'avenir, car la proportion de certains groupes ethniques augmente au sein de la population canadienne. Certaines recherches suggèrent toutefois que les niveaux de « confiance » plus faibles observés parmi certains groupes ethniques ne persistent pas au-delà de la première génération (Soroka, Helliwell et Johnston), bien que les résultats de Soroka *et coll.*, 2007, notés ci-dessus ne le suggèrent pas.

Hormis les mesures de la « confiance » et du « sentiment d'appartenance » susmentionnées, après vérifications, peu de différences ont été observées entre les groupes ethniques pour les quatre autres mesures de la cohésion sociale (Soroka *et coll.*, 2007). En font partie la fierté à l'endroit du pays, les valeurs sociales telles qu'elles sont mesurées par le soutien pour le mariage des homosexuels et le soutien pour les femmes demeurant au foyer, l'adhésion aux groupes de liaison et le taux déclaré de participation aux élections. Certains groupes ethniques ont enregistré des attitudes et des résultats très différents par rapport au groupe de référence britannique/nord-européen dans les données brutes. Ce résultat suggère que de telles différences existent bel et bien au Canada. Dans un effort visant à mieux comprendre le phénomène, un certain nombre de contrôles ont été introduits, notamment les années passées au Canada et bon nombre des différences quant aux attitudes ont disparu. Des chercheurs ont constaté que la « durée au Canada dicte ce qui, à première vue, semble être de fortes particularités ethniques », et que le pouvoir intégrateur de la vie au Canada pour les nouveaux arrivants est impressionnant. Ces résultats indiquent que les niveaux d'immigration accrus pour certains groupes ethniques, en particulier pour les minorités visibles, tendent à avoir des répercussions sur certaines dimensions de la cohésion sociale si le nombre d'immigrants « récents » est élevé.

D'autres recherches se sont concentrées directement sur le lien entre la diversité ethnique des quartiers et une dimension de la cohésion sociale, « la confiance généralisée », parmi la population blanche majoritaire (c.-à-d. en général, le niveau de confiance à l'endroit d'autres personnes). Deux hypothèses prévalent. Selon la première, les gens sont davantage enclins à faire confiance à des personnes comme elles-mêmes et, en conséquence, l'augmentation de la diversité ethnique d'un quartier érode la confiance. La deuxième hypothèse fait valoir que le contexte culturel et du pays d'une personne dicte ses attitudes et comportements en ce qui a trait à la confiance et aux autres dimensions de la cohésion sociale. De telles croyances sont acquises pendant l'enfance, elles varient d'une culture et d'un pays à l'autre, selon le contexte, et persistent tout au long de la vie adulte, et ce, même outre-mer. Les immigrants apportent ces croyances à leur nouvelle terre d'accueil et, comme indiqué ci-dessus, le temps passé au Canada peut les modifier quelque peu, mais pas entièrement. Cette hypothèse peut concerner davantage des questions comme la confiance à l'égard de la police, la primauté du droit et le système judiciaire, la protection des droits des minorités, les médias et ainsi de suite.

---

Il semble se dégager un consensus dans les recherches menées aux États-Unis voulant que l'augmentation de la diversité ethnique d'un quartier réduise le niveau de confiance généralisée, une composante importante de la cohésion sociale. L'augmentation des niveaux d'immigration conduit à une augmentation de la diversité ethnique des quartiers, d'où les niveaux de confiance plus faibles dans la société. Putnam est le tenant le plus visible de cette recherche et le plus ardent défenseur de ce point de vue. Il fait valoir qu'à court terme hausser l'immigration et la diversité ethnique réduit la solidarité sociale et le capital social. Toutes les races tendent à se « replier sur elles-mêmes », de sorte que la confiance (même au sein d'une race), l'altruisme et la collaboration communautaire sont plus faibles. Mais il fait également valoir qu'à plus long terme l'immigration et la diversité auront vraisemblablement d'importants effets positifs sur les plans culturel, économique et financier. Bien que cela puisse être vrai, il ne fournit que peu de données probantes réelles pour étayer cette conclusion.

Mais qu'en est-il du Canada? Le contexte y est très différent et les conclusions tirées pour les États-Unis ne s'y appliquent pas nécessairement. Les immigrants canadiens sont plus scolarisés, et on y trouve une plus forte proportion d'immigrants asiatiques qu'hispaniques. De plus, l'histoire et la culture canadiennes, et donc éventuellement les attitudes à l'endroit de la diversité, y sont très différentes. Depuis la Confédération, on y trouve deux grands peuples fondateurs différents sur le plan de la culture et de la religion. Le contexte canadien est très différent.

Les recherches menées au Canada produisent des résultats plus mitigés. Stolle *et coll.*, (2008) confirment que la conclusion tirée pour les États-Unis s'applique au Canada et ils concluent que dans les deux pays augmenter la diversité des quartiers a un effet négatif sur la confiance parmi la population blanche. Aizlewood *et coll.* (2005) font valoir que les résultats des États-Unis ne s'appliquent pas au Canada parce que les minorités visibles et les groupes d'immigrants ont des niveaux de confiance beaucoup plus élevés que les autres. Ils constatent également que les niveaux de confiance sont plus élevés parmi les groupes les plus scolarisés et ayant des revenus plus élevés, une constatation faite également par d'autres. Cela est important pour la dimension de la « composition » d'immigrants. Faire pencher la « composition » de l'immigration vers les plus scolarisés peut influencer de manière positive sur la confiance et éventuellement sur d'autres résultats liés à la cohésion sociale<sup>13</sup>.

Dans une recherche menée récemment au Canada, Hou et Wu (2009) établissent une distinction entre diversité ethnique du quartier et concentration de groupes minoritaires au sein d'un quartier. Ils concluent qu'il existe un lien positif entre diversité ethnique du quartier et confiance (à la différence de la recherche menée aux États-Unis), mais il y a un lien négatif entre le degré de concentration d'un seul groupe minoritaire dans un quartier et les niveaux de confiance parmi le groupe majoritaire. Augmenter la diversité ethnique est toutefois habituellement associé à une augmentation de la concentration de certains groupes minoritaires dans des quartiers et l'effet du dernier domine sur celui du précédent. D'où le fait que des niveaux d'immigration accrus, alors que la plupart des immigrants proviennent de nations en développement, tendent à donner lieu à une dominance accrue d'un groupe minoritaire dans les quartiers, et par voie de conséquence, à des degrés de confiance plus faibles. Ainsi, les données probantes suggèrent qu'en général l'augmentation des niveaux d'immigration et la concentration accrue de groupes minoritaires visibles qui en résulte dans des quartiers donnent lieu à des niveaux de confiance plus faibles au Canada. Une recherche faisant intervenir de nombreux pays européens a conclu que les résultats

---

<sup>13</sup> En supposant que le lien positif entre la confiance et la scolarité vaille pour les immigrants de différentes cultures tant pour ceux qui sont au Canada qu'aux États-Unis.

---

des États-Unis concernant l'effet de la diversité sur le niveau de confiance des individus était confirmé (Hooghe *et al* 2009).

Un document plus récent (Fieldhouse et Cutts, 2010), utilisant des comparaisons entre les pays, confirme que la diversité ethnique accrue du quartier réduit le niveau de confiance généralisée aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans le même numéro spécial de la revue (Kesler et Bloemraad, 2010) suggère que la corrélation négative constatée entre la diversité ethnique et la confiance (de même que d'autres dimensions de la cohésion sociale) n'est pas nécessairement évident. Ils font valoir qu'il n'existe aucun lien général entre la diversité découlant de l'immigration et ce qu'ils désignent comme étant l'état d'esprit collectif. L'orientation et la force de la relation dépendent plutôt du contexte dans laquelle s'inscrit la politique et des arrangements institutionnels. Comparant les résultats entre 19 pays et se concentrant spécifiquement sur l'immigration, leur analyse soutient l'idée que l'immigration diminue la confiance, l'engagement civique et la participation politique dans certaines démocraties avancées. Ils font valoir également que d'importantes réserves ou restrictions doivent être formulées à l'endroit de leur analyse. Plus précisément, ils constatent que dans des sociétés plus égales sur le plan économique et dans des pays plus multiculturels, où les minorités culturelles sont reconnues et où des accommodements sont introduits, les effets négatifs de l'immigration sur la confiance et l'engagement sont atténués. On ne sait pas clairement si l'inégalité économique et les politiques multiculturelles sont les facteurs causaux précis dictant les écarts dans les résultats observés ou s'il s'agit simplement des variables substitutives reflétant les effets d'autres variables non mesurées. Toutefois, la notion selon laquelle la politique et les arrangements institutionnels comptent semble raisonnable.

Du moins pour le moment, les préoccupations touchant l'effet des « niveaux et de la composition » de l'immigration sur la cohésion sociale sont plus importants en Europe et aux États-Unis qu'au Canada. Au cours des dernières années, on a assisté à une forte opposition à l'immigration dans de nombreux pays européens. Card, Dustmann et Preston (2012) ont constaté que bien que la politique commerciale et la politique en matière d'immigration se répercutent sur les salaires de travailleurs et les emplois selon à peu près le même degré, les préoccupations touchant la politique en matière d'immigration étaient beaucoup plus grandes que les préoccupations touchant la politique commerciale. Encore là la plupart des recherches, y compris celles menées pour l'Europe, suggèrent que l'immigration n'a qu'un effet modeste sur les salaires, la disponibilité des emplois et la croissance économique. D'où le fait que la forte opposition à l'immigration puisse sembler déconcertante pour un économiste.

Trois économistes (Card *et coll.*) se sont penchés sur l'importance de deux facteurs pour établir les vues des Européens concernant l'immigration : l'effet de l'immigration sur les salaires, les impôts et les prestations, et ce qu'ils désignent comme étant des agréments et désagréments liés à la composition, signifiant par là l'impact perçu de l'immigration sur la vie culturelle et religieuse, la cohésion sociale et la tension. Lorsque l'on pose la question de savoir si un plus grand ou un moins grand nombre d'immigrants devraient être admis au pays, les préoccupations touchant les agréments et les désagréments liés à la composition étaient deux à cinq fois plus importantes pour expliquer l'écart des réponses que les préoccupations concernant les salaires, les impôts et les prestations. Les préoccupations touchant la composition étaient à l'origine de la plus grande partie des divergences d'opinions entre les répondants les moins et les plus scolarisés. Ce sont les préoccupations concernant l'effet de l'immigration sur les coutumes et les traditions, la langue, la vie culturelle et la tension sociale qui sont à l'origine de la résistance à l'immigration dans bon nombre de pays européens, plus que les préoccupations d'ordre économique. Les politicologues



---

sont parvenus à une conclusion semblable (p. ex. voir Sides *et coll.*, 2007 et Sniderman et Hagendoorn, 2007).

Ces conclusions ne s'appliquent peut-être pas au Canada. Sur le front social, les recherches suggèrent qu'en raison de la célébration de la diversité au Canada, l'identité nationale canadienne est moins menacée par l'immigration que ce n'est le cas dans d'autres pays (p. ex., Johnston *et coll.*, 2010). Et sur le front économique, l'immigration est vue par la population et par les politiciens nationaux et régionaux comme étant économiquement avantageuse, un phénomène non observée dans bon nombre d'autres pays développés, où l'immigration est vue par beaucoup comme étant davantage une menace pour les travailleurs du pays. À l'heure actuelle, la réaction des Canadiens à l'immigration dans le domaine tant social qu'économique semble différer de celle observée dans bon nombre d'autres pays développés. Mais les résultats internationaux suggèrent que si à un moment ou l'autre dans l'avenir les Canadiens devaient avoir de graves préoccupations concernant l'immigration, cela pourrait bien provenir de préoccupation touchant la cohésion sociale et la culture, plutôt que des questions d'ordre économique.

---

## 5. Sommaire et conclusion

À première vue, la plus grande partie des données économiques probantes existantes suggèrent que l'effet économique global de la modification des niveaux d'immigration est faible et qu'il ne devrait pas être un facteur majeur à prendre en considération aux fins de l'élaboration de la politique. Les recherches produisant de telles données probantes se heurtent toutefois souvent à d'importantes difficultés méthodologiques; et il arrive souvent que les recherches menées au Canada soient insuffisantes. Une telle conclusion va à l'encontre de la plus grande partie des idées reçues dans les milieux politiques et des affaires, de même que dans la population dans son ensemble. L'exception à cette conclusion générale est liée aux résultats économiques des immigrants eux-mêmes, où la politique de sélection des immigrants importe manifestement et où la recherche est plus concluante.

Peut-être que le meilleur moyen de résumer et d'analyser les conclusions est d'adopter le point de vue de l'analyste des politiques qui envisage la politique de sélection des immigrants à la lumière des objectifs économiques et sociaux. Parmi ces derniers, l'objectif économique le plus couramment cité est peut-être l'augmentation du PIB par habitant. Mais les recherches suggèrent que l'immigration n'a que peu d'effet, soit positif soit négatif, sur les résultats. Cet objectif n'est donc pas un facteur important à prendre en considération aux fins de la politique concernant les niveaux d'immigration. Pas si vite, font valoir d'autres. La recherche dans ce domaine est difficile sur le plan méthodologique, et exclut d'autres effets possibles. Par exemple, certaines études menées aux États-Unis constatent que l'immigration stimule la productivité et l'innovation (brevets), ce dernier en grande partie parce que les immigrants ont davantage tendance à être des ingénieurs et des scientifiques. Cela tendrait à faire augmenter le PIB par habitant. Aussi, le niveau de scolarité très élevé des enfants des immigrants et ses effets économiques positifs possibles sont exclus de cette recherche. Or cela pourrait également faire augmenter le PIB par habitant. Enfin, très peu de recherches sont réalisées pour le Canada et les résultats peuvent ne pas s'appliquer à ce pays. Les sceptiques font observer que tous ces facteurs tendent à limiter l'utilité de la recherche aux fins de l'élaboration de la politique. Mais dans tous les cas, cette recherche n'a relativement que peu de choses à dire concernant l'orientation future des niveaux d'immigration.

Le second objectif économique le plus couramment cité est de répondre aux pénuries de compétences. Le présent document a décrit deux types possibles de pénuries : les pénuries de main-d'oeuvre « actuelles » associées aux non-concordances de divers types et les pénuries d'offre de main-d'oeuvre globales à plus long terme du type associé au vieillissement de la population et à l'augmentation des départs à la retraite.

La recherche peut-elle nous éclairer quant au rôle de l'immigration pour répondre aux pénuries de main-d'oeuvre?

Malheureusement, les pénuries de compétences « actuelles » de longue durée sont très difficiles à circonscrire, pour les raisons indiquées dans le présent document. Bon nombre de ces pénuries sont associées au sommet du cycle conjoncturel ou à une période de prospérité économique, ou peuvent être atténuées par d'autres rajustements de la main-d'oeuvre, faisant de celles-ci des pénuries à court terme, par nature. Les recherches actuelles ne produisent que très peu de données probantes solides sur lesquelles fonder les décisions stratégiques concernant les pénuries de compétences « actuelles ». Les sondages menés auprès des employeurs tendent à surestimer les pénuries; ils ont de la difficulté à établir une différence entre les pénuries à court terme et celles à plus long terme, et ne tiennent pas compte d'autres réponses (en dehors de

---

l'immigration) qui peuvent alléger la pénurie. Les approches fondées sur des « informateurs clés » et des « indicateurs statistiques » pour cerner les pénuries actuelles ne disposent pas, de manière caractéristique, de données statistiques suffisamment détaillées et fiables pour circonscrire des pénuries régionales en particulier. Et elles trouvent également qu'il est difficile d'établir une distinction entre les pénuries à court terme et les pénuries à long terme, et de rendre compte des effets d'autres rajustements possibles de la main-d'oeuvre sur la pénurie. La politique en matière d'immigration a de la difficulté à intervenir de manière raisonnable face aux pénuries « actuelles » qui seront de longue durée si elles ne peuvent être cernées d'une manière acceptable.

Peut-être que le système d'immigration est plus apte à répondre aux pénuries d'offre de main-d'oeuvre globales du type souvent associé au vieillissement de la population et au nombre important de départs à la retraite. À cet égard, les données probantes sont ambivalentes, et à nouveau il est difficile de s'appuyer sur des recherches solides étant donné les difficultés de prédire les événements futurs qui influenceront sur la demande<sup>14</sup>. Quelques très rares études, notamment celles menées par le Conference Board du Canada, suggèrent qu'il y aura un déficit important d'ici le début des années 2020 dans l'offre de main-d'oeuvre globale si l'économie roule à plein régime. Mais il y a beaucoup d'autres exercices de prévision, y compris ceux menés par le gouvernement fédéral et le gouvernement de l'Alberta, qui suggèrent qu'un tel déséquilibre global n'est pas prévu. La plupart des études prévoient des pénuries dans des professions et des régions données, comme cela se produit couramment.

Certaines de ces études, notamment l'analyse du SPPC du gouvernement fédéral, qui est utilisée depuis le plus longtemps et qui est peut-être la plus sophistiquée, suggèrent un futur surplus de main-d'oeuvre dans bon nombre de professions peu spécialisées. Elles observent que la plupart des emplois futurs nécessiteront une certaine forme d'études postsecondaires. Ces données probantes suggéreraient que nous ne devrions pas hausser les niveaux d'immigration dans les domaines non spécialisés et peut-être semi-spécialisés où des surplus de main-d'oeuvre existent souvent et où l'on prédit qu'ils apparaîtront dans l'avenir.

Il existe d'autres avantages ou coûts économiques éventuels associés à l'immigration qu'un analyste de la politique souhaiterait prendre en compte; l'effet sur les salaires des travailleurs du pays et l'effet sur le solde budgétaire. Les recherches laissent entendre que ces effets peuvent être négatifs ou positifs mais, dans l'un ou l'autre cas, ils sont vraisemblablement très minces. Les recherches dans ce domaine sont également difficiles sur le plan méthodologique, différentes méthodes tendant à produire différentes réponses (c.-à-d. des effets positifs ou négatifs). Les recherches canadiennes dans ce domaine sont limitées, et devraient être élargies. Les résultats des recherches actuelles, conjugués aux difficultés méthodologiques, suggèrent que pour le moment ces objectifs ne sont pas un facteur important à considérer aux fins la politique concernant les niveaux d'immigration.

L'analyste de la politique peut orienter sa recherche vers un objectif économique – améliorer les résultats économiques des immigrants eux-mêmes – à titre indicatif, et ils l'ont fait par le passé. La politique en matière d'immigration influe manifestement sur les résultats économiques des immigrants. Depuis le début des années 1990, les changements apportés à la politique ont tenté d'améliorer les résultats des immigrants entrants, souvent avec beaucoup de succès. Cette réponse de la politique s'est répercutée sur la « composition » des immigrants, mais pas sur les

---

<sup>14</sup> Les projections d'offre de main-d'oeuvre présentent moins de grandes difficultés, bien que le fait que l'offre de main-d'oeuvre devienne globale en raison de la délocalisation et de l'externalisation internationale complique les choses dans certaines professions.

---

niveaux. Les caractéristiques des immigrants ont été modifiées (p. ex. plus scolarisés, meilleures compétences linguistiques), et les types de programmes en vertu desquels les immigrants ont été admis ont été rajustés (p. ex. plus d'immigrants économiques, sélection par les provinces, plus grande contribution des employeurs à la sélection). Ces changements ont eu des effets positifs, du moins, sur les gains au niveau d'entrée. Il reste à voir s'ils auront du succès à plus long terme. En dépit de ce succès, les gains au niveau d'entrée des immigrants demeurent en-deçà de ceux d'avant les années 1980.

Dans les discussions entourant les niveaux d'immigration, les données économiques probantes ont été interprétées d'un certain nombre de manières. Certains analystes font valoir que la détérioration des résultats économiques est une preuve suffisante en soi de l'existence d'un problème concernant la « capacité d'absorption » du marché du travail. Ils suggèrent de réduire les niveaux. D'autres invoquent des recherches qui montrent que l'on peut rendre compte de la diminution des gains des immigrants sans recourir à des explications concernant la hausse des niveaux d'immigration et qu'il est nécessaire de prévoir de meilleurs programmes d'intégration. Il semble probable que l'augmentation de la taille de la cohorte d'immigrants ait joué un certain rôle dans les gains des immigrants (comme un document récent l'a fait observer). Il existe toutefois bon nombre d'autres facteurs qui sont collectivement plus importants. Les données probantes actuelles concernant les résultats économiques des immigrants ne justifient que faiblement l'augmentation des niveaux d'immigration, à moins que les résultats économiques des immigrants ne s'améliorent.

Pour ce qui est de la composition selon le niveau de scolarité des immigrants, les données probantes actuelles plaident en faveur du maintien d'une combinaison qui penche beaucoup en faveur des travailleurs très scolarisés et des travailleurs qualifiés. Par exemple :

- On prévoit que, dans l'avenir, la plupart des emplois nécessiteront des études postsecondaires (universitaires, collégiales ou métiers très spécialisés).
- On s'attend à ce qu'il y ait surplus de main-d'oeuvre dans bon nombre de professions peu spécialisées.
- À long terme, les immigrants très scolarisés gagnent beaucoup plus que ceux qui sont moins scolarisés (études secondaires) au Canada, même si leurs gains sont beaucoup plus élevés à l'entrée, comme cela a été le cas dans les années 2000.
- Les immigrants très scolarisés ont davantage tendance à contribuer à un équilibre budgétaire positif que les moins scolarisés, principalement parce qu'ils paient plus d'impôts.
- Les enfants d'immigrants très scolarisés sont eux-mêmes plus enclins à être plus scolarisés que les enfants des familles moins scolarisées, transmettant les avantages d'un niveau de scolarité supérieur à la seconde génération.
- Incontestablement, le haut niveau de scolarité des immigrants explique en partie l'absence de détérioration importante de la cohésion sociale et l'absence de réactions négatives face à l'immigration au Canada. Sur cette question importante, davantage de données probantes sont nécessaires.

Deux questions nécessitent toutefois une surveillance lorsque l'accent est mis sur les immigrants très scolarisés. La première a trait aux contraintes éventuelles sur la productivité et à l'extrait qui découlent de pénuries professionnelles (peut-être à court terme) dans les métiers ou les professions semi-spécialisées. La deuxième question est liée à l'effet sur les salaires des

---

travailleurs du pays. Il est concevable que même si les immigrants les plus scolarisés réussissent mieux sur le plan économique à long terme, il y ait un point où leurs niveaux commencent à réprimer les salaires des travailleurs du pays, notamment ceux qui sont très scolarisés.

La discussion sur ce point s'est concentrée en grande partie sur ce que nous disent les données probantes concernant l'effet des niveaux d'immigration et de la composition selon le niveau de scolarité sur les objectifs économiques. Il existe d'autres objectifs humanitaires et liés à l'édification de la nation qui ne sont pas abordés dans le présent document. Mais il existe un objectif social qui ne devrait pas être passé sous silence. La cohésion sociale et l'effet de l'immigration sur celle-ci exigent une surveillance continue. Il s'agit d'un domaine où le Canada a eu beaucoup de succès au regard des normes internationales. Peu de données probantes suggèrent que l'immigration a gravement affaibli la cohésion sociale au Canada, à la différence de la situation qui prévaut dans bon nombre d'autres pays. Ceci dit, augmenter la diversité ethnique – qui est dictée principalement par l'immigration – est associé à une diminution des niveaux de confiance et à une diminution du « sentiment d'appartenance » global, du moins à court terme. Et la confiance est un déterminant très important tant en ce qui a trait à la cohésion sociale qu'au bon fonctionnement des rapports commerciaux et civiques. L'expérience européenne suggère que s'il y a une importante réaction négative face à l'immigration dans un pays, elle peut être dictée davantage par les problèmes perçus liés à la culture, la religion et la cohésion sociale que par les problèmes économiques perçus associés à l'immigration. Le Canada n'a pas été confronté à de tels problèmes. En général, les Canadiens ne perçoivent pas l'immigration comme posant de graves difficultés, que ce soit dans la sphère économique ou sociale. Il est important d'évaluer pourquoi tel est le cas et de veiller à ce que la politique en matière d'immigration, tant en ce qui concerne la composition que les niveaux, continue de promouvoir de tels résultats. Les caractéristiques (c.-à-d. composition des immigrants entrant au Canada) sont très différentes de celles des immigrants en Europe et aux États-Unis. Cela peut jouer un rôle dans la réaction différentielle face à l'immigration au Canada. La politique d'immigration concernant tant la composition que les niveaux peut avoir des répercussions importantes sur la cohésion sociale, tant positives que négatives. Le Canada est dans une situation tout à fait inédite, étant donné le haut taux d'immigration qui y prévaut (au regard des normes internationales) sur une période relativement longue. Malheureusement, les principales sources de données canadiennes disponibles pour surveiller et comprendre l'effet de l'immigration sur la cohésion sociale sont caduques. Il pourrait être temps de mener une variante quelconque de l'ancienne Enquête sur la diversité ethnique.

---

## Références

- Aizlewood, Amanda et Ravi Pendakur. 2005. « Ethnicity and Social Capital in Canada » *Études ethniques au Canada = Canadian Ethnic Studies* 37(2): 77-102.
- Akbari, Ather H. 1989. « The Benefits of Immigrants to Canada: Evidence on Tax and Public Services », *Analyse de politiques = Canadian Public Policy* 15(4): 424-435. Comprend un résumé en français.
- Akbari, Ather H. 1995. « The Impact of Immigrants on Canada's Treasury, circa 1980 » In Don J. DeVoretz (éd.) *Diminishing Returns: The Economics of Canada's Recent Immigration Policy*. Toronto : C.D. Howe Institute; Vancouver : The Laurier Institution, p. 113-127.
- Alberta. 2010. *Alberta's Occupational Demand and Supply Outlook, 2011-2021*.
- Auerbach, Alan J. et Philip Oreopoulos. 2000. « The Fiscal Effects of U.S. Immigration: A Generational-Accounting Perspective » In James M. Poterba (éd.) *Tax Policy and the Economy. Volume 14*. Cambridge, Mass. : MIT Press, 2000, p. 123-156. Aussi un NBER Working Paper (National Bureau of Economic Research).
- Aydemir, Abdurrahman et George J. Borjas. 2007. « Cross-Country Variation in the Impact of International Migration: Canada, Mexico, and the United States » *Journal of the European Economic Association* 5(4): 663-708.
- Aydemir, Abdurrahman et Mikal Skuterud. 2005. « Explaining the Deteriorating Entry Earnings of Canada's Immigrant Cohorts: 1966-2000 [Explication de la détérioration des gains à l'entrée des cohortes d'immigrants au Canada : 1966-2000] » *Revue canadienne d'économie = Canadian Journal of Economics* 38(2): 641-671. Comprend un résumé en français.
- Borjas, George J. 1995. « The Economic Benefits from Immigration » *Journal of Economic Perspectives* 9(2): 3-22.
- Borjas, George J. 2003. « The Labour Demand Curve is Downward Sloping: Reexamining the Impact of Immigration on the Labour Market » *Quarterly Journal of Economics* 118(4): 1335-1374.
- Borjas, George J., Jeffrey Grogger et Gordon H. Hanson. 2012. « Comment: On Estimating Elasticities of Substitution » *Journal of the European Economic Association* 10(1): 198-210.
- Card, David, Christian Dustmann et Ian Preston. 2012. « Immigration, Wages and Compositional Amenities » *Journal of the European Economic Association* 10(1): 78-119.
- CIC. 2011. *Évaluation du Programme des candidats des provinces*. Ottawa : Citoyenneté et immigration Canada. À [cic.gc.ca](http://cic.gc.ca).
- Conference Board du Canada. 2007. *Ontario's Looming Labour Shortages Challenges : Projections of Labour Shortages in Ontario, and Possible Strategies to Engage Unused and Underutilized Human Resources*. Ottawa (Ontario) : Le Conference Board du Canada.
- Denton, Frank T., Christine H. Fearer et Byron G. Spencer. 1997. *Immigration, Labour Force, and the Age Structure of the Population*. Hamilton, Ontario : McMaster University, Faculty of Social Sciences, Program for Research on the Independence and Economic Security of the Older Population.
- DeVoretz, Don J. et Yunus Ozsoymer. 1999. *Immigrants and Public Finance Transfers: Vancouver, Toronto and Montreal*. Burnaby, C.-B. : Vancouver Centre of Excellence. (Research on Immigration and Integration in the Metropolis. Working Paper Series; n° 99-06)
- Duleep, Harriet Orcutt. 2013. *U.S. Immigration Policy at a Crossroads*. Bonn, Allemagne : Institute for the Study of Labor. (Discussion paper series; IZA DP n° 7136)

- 
- Duncan, Peter, Tony Fang et Morley Gunderson. 2012. *Macroeconomic Impacts of Canadian Immigration: Results from a Macro-Model* [Impacts macroéconomiques de l'immigration canadienne : les résultats d'un modèle macroéconomique]. Vancouver : Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences. (Rapport de recherche = Working Paper; n° 106)
- Fieldhouse, Edward et David Cutts. 2010. « Does Diversity Damage Social Capital?: A Comparative Study of Neighbourhood Diversity and Social Capital in the US and Britain » *Revue canadienne de science politique = Canadian Journal of Political Science* 43(2): 289-318.
- Fougère, Maxime, Simon Harvey et Bruno Rainville. 2011. « Would an Increase in High-Skilled Immigration in Canada Benefit Workers? » *Economics Research International* 2011: 1-7.
- Freeman, Richard B. 2006. *Is a Great Labour Shortage Coming: Replacement Demand in a Global Economy*. Cambridge, Mass. : National Bureau of Economic Research (NBER Working Paper; n° 12541)
- Frenette, Marc et René Morissette. 2005. « Will They Ever Converge? Earnings of Immigrant and Canadian-Born Workers over the Last Two Decades » [Convergeront-ils un jour? Les gains des travailleurs immigrants et de ceux nés au Canada au cours des dernières décennies] *International Migration Review* 39(1): 228-257.
- Great Britain. House of Lords. Select Committee on Economic Affairs. 2008. *The Economic Impact of Immigration : 1st Report of Session 2007-08*. London : Stationery Office. 2 vols. : vol. I, Report; vol. II, Evidence.
- Green, Alan G. et David A. Green. 1999. « The Economic Goals of Canada's Immigration Policy: Past and Present » *Analyse de politiques = Canadian Public Policy* 25(4): 425-451. Comprend un résumé en français.
- Green, David A. et Christopher Worswick. 2010. « Entry earnings of immigrant men in Canada: the roles of labour market entry effects and returns to foreign experience » In Ted McDonald, Elizabeth Ruddick, Arthur Sweetman et Christopher Worswick (éd.) *Canadian Immigration: Economic Evidence for a Dynamic Policy Environment*. Montréal ; Kingston, Ontario : McGill-Queen's University Press, p. 77-110. (Queen's Policy Studies Series; n° 67) Comprend un résumé en français.
- Grubel, Herbert et Patrick Grady. 2011. *Immigration and the Canadian Welfare State, 2011*. Vancouver : Institut Fraser. (Studies in Immigration and Refugee Policy)
- Hooghe, Marc, Tim Reeskens, Dietlind Stolle et Ann Trappers. 2009. « Ethnic Diversity and Generalized Trust in Europe: A Cross-national Multilevel Study » *Comparative Political Studies* 42(2): 198-223.
- Hou, Feng et Garnett Picot. 2013. *Annual Levels of Immigration and the Earnings of Immigrants*. Statistique Canada. (Direction des études analytiques : documents de recherche) [Forthcoming]
- Hou, Feng et Zheng Wu. 2009. « Racial Diversity, Minority Concentration and Trust in Canadian Urban Neighbourhoods » *Social Science Research* 38(3): 693-716.
- Hunt, Jennifer et Marjolaine Gauthier-Loiselle. 2009. *How Much Does Immigration Boost Innovation?* Bonn, Allemagne : Institute for the Study of Labor. (Discussion paper series; IZA DP n° 3921)
- Javdani, Mohsen et Krishna M. Pendakur. 2012. *Fiscal Transfers to Immigrants in Canada*. Vancouver : Metropolis British Columbia, Centre of Excellence for Research on Immigration and Diversity. (Working paper series; n° 11-08)
- Jenson, Jane. 1998. *Les contours de la cohésion sociale : l'état de la recherche au Canada*. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, Réseau de la famille. (Étude des RCRPP; n° F/03)
-

- 
- Johnston, Richard, Keith G. Banting, Will Kymlicka et Stuart N. Soroka. 2010. « National Identity and Support for the Welfare State » *Revue canadienne de science politique = Canadian Journal of Political Science* 43(2): 349-377. Comprend un résumé en français.
- Kerr, Sari Pekkala et William R. Kerr. 2011. *The Economic Impacts of Immigration: A Survey*. Cambridge, Mass. : National Bureau of Economic Research (NBER Working Paper; n° 16736)
- Keslera, Christel et Irene Bloemraad. 2010. « Does Immigration Erode Social Capital? The Conditional Effects of Immigration-Generated Diversity on Trust, Membership, and Participation across 19 Countries, 1981-2000 » *Revue canadienne de science politique = Canadian Journal of Political Science* 43(2): 319-347. Comprend un résumé en français.
- Lee, Ronald et Timothy Miller. 2000. « Immigration, Social Security, and Broader Fiscal Impacts » *American Economic Review* 90(2): 350-354. [Papers and Proceedings of the One Hundred Twelfth Annual Meeting of the American Economic Association]
- Lefebvre, Rock, Elena Simonova et Liang Wang. 2012. « Pénuries de main-d'oeuvre dans les métiers spécialisés - Les meilleures estimations? » *Point de mire* (Association des comptables généraux accrédités du Canada).
- Lewis, Ethan. 2007. « Immigration, Skill Mix, and Capital Skill Complementarity » *Quarterly Journal of Economics* 126(2): 1029-1069.
- Longhi, Simonetta, Peter Nijkamp et Jacques Poot. 2006. *The Impact of Immigration on the Employment of Natives in Regional Labour Markets: A Meta-analysis*. Colchester, Royaume-Uni : University of Essex, Institute for Social & Economic Research. (ISER Working Paper; 2006-10)
- Longhi, Simonetta, Peter Nijkamp et Jacques Poot. 2009. *Regional Economic Impacts of Immigration: A Review*. Amsterdam : Tinbergen Institute (Tinbergen Institute Discussion Paper; TI 2009-047/3)
- Macdonald, Alicia. 2006. *Alberta's Labour Shortages: Just the Tip of the Iceberg*. Ottawa (Ontario) : Le Conference Board du Canada.
- Manacorda, Marco, Alan Manning et Jonathan Wadsworth. 2012. « The Impact of Immigration on the Structure of Wages: Theory and Evidence from Britain » *Journal of the European Economic Association* 10(1): 120-151.
- McMullen, Julie Ann, Martin Cooke et Rob Downie. 2004. *Labour Force Ageing and Skill Shortages in Canada and Ontario*. Ottawa : Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques. (Work Network Project; W-092)
- Morley, Bruce. 2006. Causality between economic growth and immigration: An ARDL bounds testing approach » *Economics Letters* 90(1): 72-76.
- Okkerse, Liesbet. 2008. « How to Measure Labour Market Effects of Immigration: A Review » *Journal of Economic Surveys* 22(1): 1-30.
- Ottaviano, Gianmarco I.P. et Giovanni Peri. 2012. « Rethinking the Effect of Immigration on Wages » *Journal of the European Economic Association* 10(1): 152-197.
- Peri, Giovanni. 2012. « The Effect of Immigration on Productivity: Evidence from US States » *Review of Economic and Statistics* 94(1): 348-358.
- Picot, Garnett et Arthur Sweetman. 2012. « Making It in Canada: Immigration Outcomes and Policies » *IRPP Study* (Institut de recherche en politiques publiques) 29: 1-42. Comprend un résumé en français.



- 
- Picot, Garnett et Feng Hou. 2009. *The Effect of Immigrant Selection and the IT Bust on the Entry Earnings of Immigrants* [L'effet de la sélection des immigrants et de l'effondrement de la TI sur la rémunération d'entrée des immigrants]. Vancouver : Réseau canadien de chercheurs dans le domaine du marché du travail et des compétences. (Rapport de recherche = Working Paper; n° 29)
- Picot, Garnett, Feng Hou et Theresa Qiu. 2013. *The Human Capital Model of Selection and the Short and Long-Run Economic Outcomes of Immigrants*. Statistique Canada. (Direction des études analytiques : documents de recherche) [à venir]
- Picot, Garnett. 2008. *Situation économique et sociale des immigrants au Canada : recherche et élaboration de données à Statistique Canada*. Statistique Canada, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. (Direction des études analytiques : documents de recherche; N° 11F0019M au catalogue – n° 319)
- Putnam, Robert D. 2001. « Social Capital: Measurement and Consequences » *Isuma : Revue canadienne de recherche sur les politiques = Isuma : Canadian journal of policy research* 2(2): 41-51.
- Putnam, Robert D. 2007. « E Pluribus Unum: Diversity and Community in the Twenty-First Century, The 2006 Johan Skytte prize lecture » *Scandinavian Political Studies* 30(2): 137-174.
- Reitz, Jeffrey G. 2007. « Immigrant Employment Success in Canada, Part II: Understanding the Decline » *Revue de l'intégration et de la migration internationale = Journal of International Migration and Integration* 8(1): 37-62. Comprend un résumé en français.
- RHDC. 2011. *Système de projection des professions au Canada (SPPC)*. Ressources humaines et Développement des compétences Canada.
- Sides, John and et Citrin. 2007. « European Opinion About Immigration: the Role of Identities, Interests and Information » *British Journal of Political Science* 37(3): 477-504.
- Smith, James P. et Barry Edmonston (éd.). 1998. *The Immigration Debate: Studies on the economic, demographic, and fiscal effects of immigration*. Washington, D.C. : National Academy Press.
- Sniderman, Paul M. et Louk Hagendoorn. 2007. *When Ways of Life Collide: Multiculturalism and its Discontents in The Netherlands*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.
- Soroka, Stuart N., J. Helliwell and J. Johnston. 2006. « Measuring and Modelling Interpersonal Trust » In Fiona M. Kay et Richard Johnston (éd.) *Social Capital, Diversity and the Welfare State*. Vancouver : UBC Press.
- Soroka, Stuart N., Richard Johnston et Keith Banting. 2007. « Ties that Bind: Social Cohesion and Diversity in Canada » In Keith Banting, Thomas J. Courchene et F. Leslie Seidle (éd.) *Belonging, Diversity, Recognition and Shared Citizenship in Canada*. Montréal : Institut de recherche en politiques publiques, p. 561-600.
- Stolle Dietlind, Stuart Soroka et Richard Johnston. 2008. « When Does Diversity Erode Trust? Neighborhood Diversity, Interpersonal Trust and the Mediating Effect of Social Interactions » *Political Studies* 56(1): 57-75.
- Storesletten, Kjetil. 2000. « Sustaining Fiscal Policy Through Immigration » *Journal of Political Economy* 108(2): 300-323.
- Swan, Neil M., et al. 1991. *Incidence économique et sociale de l'immigration : un rapport de recherche préparé pour le Conseil économique du Canada*. Ottawa : Conseil économique du Canada.

- 
- Sweetman, Arthur et Casey Warman. 2008. « Integration, Impact and Responsibility: An Economic Perspective on Canadian Immigration Policy » In John Biles, Meyer Burstein et James S. Frideres (éd.) *Immigration and Integration in Canada in the Twenty-first Century* [L'immigration et l'intégration au Canada au XXIe siècle] Kingston, Ontario : Queen's University, School of Policy Studies; McGill-Queen's University Press, p. 19-44. (Queen's School of Policy Studies Series)
- Sweetman, Arthur. 2010. « Spotlight on the economic effects of immigration – A North American perspective » In Christiane Kuptsch (éd.) *The Internationalization of Labour Markets*. Genève : International Labour Organization, p. 15-40.
- Tal, Benjamin. 2012. « The Haves and Have Nots of Canada's Labour Market » In *Focus* (Banque Canadienne Impériale de Commerce)
- Tu, Jiong. 2010. *The Impact of Immigration on the Labour Market Outcomes of Native Born Canadians*. Bonn, Allemagne : Institute for the Study of Labor. (Discussion paper series; IZA DP n° 5129)